

Rouge

Il y a 15 ans

«Che» Guevara...

p.14

M 1578 N° 1033 5F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale)

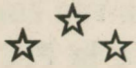
du 8 au 14 oct. 1982

BEREGOVY a reçu des félicitations. Celles de Jacques Barrot, ministre de la Santé du temps de Giscard : « C'est vrai, a-t-il déclaré à « Libération » du 5 octobre, que ce plan manifeste un certain courage, même s'il ne va pas au fond du problème. » Comment, lui est-il demandé, « aller au fond du problème » ? Sa réponse : « Une autre politique — d'effort et de justice — passe par la dissolution de l'Assemblée nationale. »

Le fond du problème, le voilà : si la majorité PS-PC ne s'appuie pas sur la victoire du 10 mai pour faire la politique souhaitée par les travailleurs, la droite, elle, fera tout pour annuler cette victoire afin d'appliquer elle-même sa politique d'austérité.

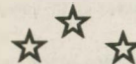
Quoi qu'en pensent Mitterrand et la direction du PS, chercher l'accord du patronat et la neutralisation de la droite ne peut amener la majorité qu'à prendre des mauvais coups. De ceux-là même dont elle voudrait obtenir la bienveillance...

Les leçons des quinze premiers mois peuvent être tirées, doivent être tirées. Personne, parmi les travailleurs, n'est satisfait des projets ou des décisions gouvernementales : ni sur la sidérurgie (voir p. 8), ni sur l'UNEDIC ou la Sécurité sociale (voir p. 4), ni sur le blocage des salaires et la perte du pouvoir d'achat (p. 5), ni sur l'avortement (p. 16).



BIEN malgré elles, sentant ce mécontentement, les directions de la CGT, de la CFDT, de FO et de la FEN sont amenées à multiplier les critiques contre leurs amis du gouvernement. Elles proposent même de nouveau un minimum d'actions. Et le PCF, adaptant lui aussi ses thèmes de propagande, veut se montrer plus combatif pour essayer de regagner l'oreille des travailleurs (voir p. 7).

La contradiction est flagrante : comment les directions des organisations ouvrières peuvent-elles « être solidaires » d'une politique gouvernementale qui sacrifie les intérêts des travailleurs au moment où ceux-ci disent de plus en plus haut et fort qu'ils ne voient pas venir le changement pour lequel ils ont voté ?

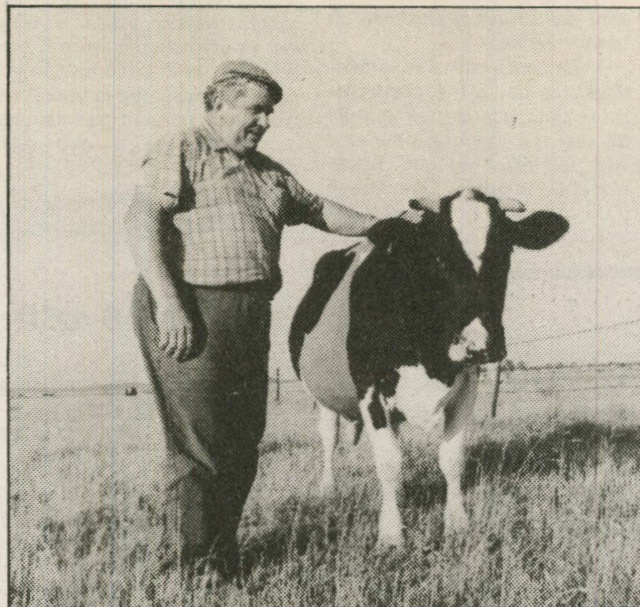


DEUX questions, du coup, reviennent de plus en plus souvent : peut-on se mobiliser « pour que ça change », et comment ? Est-il vraiment impossible de faire autre chose que cette politique d'obéissance aux exigences patronales : « la crise » a-t-elle un tel poids ?

A ces interrogations, il n'est de réponse que dans l'action. Contre les attaques au droit à la santé et au pouvoir d'achat, soyons le plus nombreux possible à agir. On verra alors que la droite et le patronat n'ont pas les moyens de parler en maîtres ! Quant au chantage à la crise, il ne résisterait pas longtemps à des mesures de réorganisation de l'économie : contrôle et direction des banques et des entreprises nationalisées en fonction des besoins des travailleurs, contrôle du marché extérieur en refusant de subir les pressions impérialistes.

Le gouvernement tourne le dos à cette perspective. C'est pourtant cette voie qu'il faut prendre. Et cela ne peut se faire qu'en développant la mobilisation, les luttes ; en préparant une action tous ensemble, nationale, interprofessionnelle pour mettre en échec les mesures d'austérité, pour exiger du PS et du PC qu'ils fassent une politique au service des travailleurs au lieu de se mettre à genoux devant la bourgeoisie.

QUI EST CONTENT DE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT ?



**SECU
UNEDIC
NON !**

p.4

**POLOGNE :
Ils veulent
liquider**

SOLIDARNOSC

p.13

REPERES

Canjuers : grossière provocation de la hiérarchie militaire

Le soldat Yves Struillou, originaire de Paris, incorporé en avril au 68^e RA à Phalsbourg (en Lorraine), déjà sanctionné de vingt jours d'arrêt et muté à Canjuers pour sa participation en tenue aux manifestations ouvrières du 1^{er} Mai, vient d'être une nouvelle fois puni, et cette fois très lourdement puisqu'il écope de quarante jours d'arrêts. Le motif de cette sanction et le contexte qui a présidé à la décision du général Billot en fait une grossière provocation de la hiérarchie militaire contre le gouvernement.

François Mitterrand doit se rendre en effet à Canjuers le 14 octobre prochain. La hiérarchie de l'armée de terre, qui se plaint d'être la « laissée-pour-compte » du budget 1983, entend à cette occasion faire « une démonstration » (sic). C'est pourquoi lorsque Struillou et 48 autres soldats du 60^e RA ont dénoncé, dans une lettre au *Canard enchaîné*, les conditions de vie lamentables que les officiers imposent aux soldats, ces messieurs ont vu rouge et veulent faire d'une pierre deux coups. Ils se vengent en infligeant la sanction désormais la plus lourde à un soldat qui s'est toujours élevé contre leurs propos contre le gouvernement et ils lancent un défi en quelque sorte au président de la République en forme de « faites-le libérer si vous osez ». Les soldats avaient écrit : « *Déjà, nous vous avons fait part des responsabilités des autorités militaires dans le déclenchement des incendies qui ont ravagé le camp de Canjuers. Aujourd'hui, nous voulons porter à votre connaissance les conditions d'hygiène lamentables dans le camp : la nourriture est particulièrement exécrable. Les intoxications alimentaires ne se comptent plus et de nombreux appelés se refusent à manger à l'ordinaire ; dans certaines unités, l'état des sanitaires est tel que 120 hommes sont conduits à utiliser trois urinoirs et un WC.* »

Cette affaire est exemplaire de ce qui se passe aujourd'hui dans l'armée de terre. Durant l'été, le colonel Maury, qui commande le 60^e RA, expliquait goguenard que si le gouvernement avait laissé le Larzac à l'armée, elle n'aurait pas eu à prendre le risque de déclencher des incendies à Canjuers suite aux tirs d'artillerie. Une façon comme une autre de dégager ses responsabilités devant les pompiers médusés. C'est le même homme qui a proposé à son complice, le général Billot, de sanctionner Struillou. Il revient au gouvernement de mettre un terme à cela, en ordonnant la libération de Struillou et en relevant de leur commandement les fauteurs de provocations.

Mais le cas de Struillou n'est pas unique. Un autre soldat, Philippe Tronet, a lui été sanctionné de vingt jours d'arrêts, après que la hiérarchie de son unité, le 1^{er} régiment d'artillerie de marine à Monthéry, et les flics de protection-sécurité-défense (nouvelle appellation de la SM) aient fait signer quelques moutons accusant Philippe d'être à l'origine de la signature massive dans l'unité de la pétition pour les six mois et les droits démocratiques. Il se trouve que Philippe est lui aussi, par un surprenant hasard, en manœuvre à Canjuers. F. Mitterrand, avant de se rendre dans ce camp, doit déjouer la provocation, lever les sanctions, et le faire savoir à la masse des soldats qui attendent sa visite dans un tout autre état d'esprit que les provocateurs galonnés. Au moins, les soldats du rang, par leur initiative courageuse, l'auront prévenu à temps.

J.-L. M.

BREST
L'unité était de la fête

Le 18 septembre, les deux « ex »-secrétaires des syndicats ouvriers les plus importants de l'EGF du Finistère-Nord partaient en retraite. Notre camarade André Fichaut (CGT) et Yves Villiers (CFDT).

Ils ont tenu ce jour-là à faire vivre une fois de plus la volonté d'unité qui s'est si souvent manifestée dans cette entreprise.

Il y a dix ans, ils menaient ensemble une grève exemplaire, mettant en pratique une réelle démocratie ouvrière ; les travailleurs élisent leur comité de grève, qu'ils contrôlaient quotidiennement.

Depuis, les rapports CGT-CFDT ne se sont jamais détériorés malgré les manœuvres des stalinien et bureaucrates pour casser et isoler ces « gêneurs », et l'influence des deux syndicats n'a cessé de progresser (en voix et en pourcentage). La volonté de démocratie et d'unité ouvrière est bien ancrée dans la boîte et les attitudes sectaires ne sont pas prêtes d'y trouver un terrain fertile.

Trois cents camarades syndicalistes de l'EGF étaient présents pour une longue journée où rien n'a manqué pour que vice la fête. Manger, boire, discuter, chanter. Une image d'un mouvement ouvrier chaleureux et solidaire.

ARMEE
Non à la réintégration des factieux et bourreaux du peuple algérien

C'est une décision irresponsable et choquante qu'à prise le gouvernement en proposant une amnistie totale pour les faits liés à la sale guerre de l'impérialisme français en Algérie. Entre autres conséquences, toutes plus inacceptables les unes que les autres, il résulterait de la confirmation de ces mesures par le président de la République que les officiers généraux responsables du putsch d'Alger et des crimes de l'OAS seraient réintégrés dans l'armée française. C'est tout juste si du côté du PCF, l'*Humanité* a protesté en quelques lignes « contre la réintégration des assassins ». Du côté du Parti socialiste, de très nombreux militants s'étonnent, s'indignent, mais la direction cherche à justifier l'injustifiable.

Quel parallèle saisissant en effet : cet été, un officier de gauche, l'aspirant Denis Michard était dégradé par Charles Hernu en raison de ses prises de position en faveur des 6 mois et des droits démocratiques. A l'automne, on réintègre dans leur grade des

ganaches étoilées, condamnés pour leurs crimes contre le peuple algérien et le peuple français. Décisions aberrantes, s'il en est !

Ces généraux, les Salan, Jouhaud et autres « salauds » sont directement responsables du martyr du peuple algérien et des victimes françaises de l'OAS. A ce titre, ce sont d'authentiques criminels de guerre ; ce sont aussi des factieux. Les réintégrer en passant l'éponge, au moment où certains officiers généraux de l'armée de terre s'agitent, c'est réellement irresponsable. Avant que F. Mitterrand ne confirme par décret ces mesures scandaleuses, il faut intervenir en souvenir des martyrs et pour l'avenir afin que ces « salauds » ne s'en tirent pas à si bon compte, ni de leur vivant ni devant l'histoire.

Le 16 septembre, dans la nuit, Guy Lecoq (Miguel) a mis fin à ses jours. Il avait 29 ans. Membre de la Ligue depuis plus de 10 ans, il était de ceux chez qui la vie avait enraciné au plus profond l'espoir et l'exigence du combat révolutionnaire. Dans l'activité militante et dans tous les actes de la vie. Militant de la classe ouvrière, il en partageait depuis toujours la condition. Du CET de Marseille où la révolte lui fit rejoindre l'or-

LES NOTRES

ganisation jusqu'à la SNCF où il venait d'entrer après une période de chômage et d'interim longue et éprouvante. Après un retour de quelques années à Rennes, sa ville natale, il avait contribué à créer la section de Martigues où il militait depuis 5 ans malgré une situation personnelle souvent difficile et des blessures intérieures que l'on sentait parfois profondes. Ces derniers mois, il avait consacré l'essentiel de son éner-

détestent, avaient invité Jean-Claude Gaudin, candidat UDF à la mairie de Marseille, qui les déteste tous les deux.

Mais Paris vaut bien une messe, Lyon et Marseille aussi, surtout si c'est Chirac qui fait le grand prêtre de « l'opposition nationale » : « *J'ai toujours vu les gouvernements socialo-communistes prendre des mesures qui se résolvait en terme d'anarchie ou de démocratie populaire.* »

Il est vrai que côté tripotages électoraux ces messieurs sont des experts. Tous les gouvernements qu'ils ont soutenus sous la V^e République se sont toujours faits un devoir de tailler les circonscriptions sur mesure pour donner un petit coup de pouce à la popularité déclinante de leurs copains.

Defferre fait pareil et ils enragent. Nous n'allons quand même pas pleurer.

La population de Paris, Lyon et Marseille, loin d'augmenter, n'a fait que diminuer. L'exode des travailleurs vers les banlieues libère de la place pour les constructions résidentielles où se recrute l'électorat de nos Chirac, Collomb et autres Gaudin. Mais Defferre n'a pas touché au découpage actuel qui les favorise. Non, il a augmenté le nombre de conseillers municipaux des trois grandes villes qui passent ainsi de 109 à 159 pour Paris, de 61 à 74 pour Lyon et de 71 à 101 pour Marseille. Avec les nouveaux conseillers d'arrondissements, ça fait respectivement 505, 211 et 297 élus locaux. De quoi caser tout le monde là où les places étaient chèrement réservées aux amis de (monsieur) le maire. Mais où est donc la fameuse démocratie dont se réclament tant les adversaires comme les partisans de la réforme gouvernementale du statut des grandes villes ? Nulle part, car le seul moyen de s'y conformer, ni Defferre ni Chirac n'en veulent : un scrutin véritablement proportionnel qui assure une représentation fidèle à tous les courants politiques ; une réforme des circonscriptions qui garantisse que la voix d'un travailleur ne vaut pas jusqu'à quinze fois moins que celle d'un patron.

MEETINGS LCR

• Bordeaux, meeting avec Alain Krivine. 15 octobre, 20 h 30, salle Albert-Camus, Lormont.

• Meeting LCR à Lille. « Contre la droite, contre l'austérité », jeudi 14 octobre à 20 h 30, salle sous le Beffroi.

vient de paraître

Salaires, Sécurité sociale, budget, avortement, Unedic, sidérurgie

Non aux mesures d'austérité

C'est aux patrons de payer !

LCR

Ligue communiste révolutionnaire
section française de la Quatrième Internationale



passer vos commandes à la PEC
2, rue Richard-Lenoir
93108 Montreuil

MUNICIPALES IL NOUS FAUT 1 000 000F

Je souhaite m'associer à la campagne municipales

Je suis prêt(e) à prendre place sur une liste révolutionnaire unitaire

Je m'engage à soutenir financièrement cette campagne

je verse F

je verserai F par mois

(chèque à l'ordre de la LCR) _____

NOM

Prénom

Profession A retourner

Adresse à Michel Rousseau,
2, rue Richard-Lenoir
93108 Montreuil

Rouge

• Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)

• Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

• Directeur de la publication : Robert March

• Commission paritaire : 63922

• Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

Des cantonales aux municipales

LE PLAN DE ROUTE DE LA DROITE

MANIFESTATIONS de parents d'élèves des écoles privées, de gros paysans, de cadres, d'agents de maîtrise, de petits patrons, de commerçants, d'artisans, de médecins, de notaires, d'avocats; lancées au printemps, elles n'ont pas faibli avec la rentrée.

Le 24 avril, cent mille personnes étaient venues prêter main forte à Mgr Lustiger, l'archevêque de Paris, pour défendre l'école « libre ». Depuis six mois, tout ce que la France compte de profiteurs, de privilégiés et de possédants s'est démené pour faire descendre dans la rue ceux qui tiennent à le rester ou souhaitent le devenir. Environ 500 000 braves gens ont ainsi défilé à Paris et en province, chahutant ou malmenant des ministres, n'hésitant pas à fermer boutiques, cabinets et bureaux pour résister au grand charbonnement dont notre beau pays serait — paraît-il — le théâtre depuis le 10 mai.

Une rentrée sur les chapeaux de roue

Pour le seul mois de septembre, les faits parlent d'eux-mêmes: 20 000 petits patrons ouvrent le bal derrière le Syndicat national des petites et moyennes industries (SNPMI) dont le chef (le titre doit lui plaire), un certain Gérard Deuil, se fait photographier sous le portrait du maréchal Pétain. Puis 40 000 avocats, notaires, architectes et surtout médecins entrent dans la danse derrière des organisations dont les patrons — c'est le terme qui convient — sont attachés à une médecine aussi « libérale » que la société du même nom, si chère à Giscard. Entre-temps, les commerçants et artisans du CID auront organisé leur opération « ville morte-rideaux baissés » sur le parcours du voyage présidentiel dans le Midi-Pyrénées. Voilà pour la rue. Côté discours, Chirac avait commencé par prophétiser, depuis la Nouvelle-Calédonie où il était allé aider les colons blancs, que « l'expérience socialiste ne durera pas deux ans ». Ponia-towski donnait ensuite le coup de pied de l'âne en traitant Mitterrand de « super-charlot » pendant que Chirac, encore lui, constatait démagogiquement que « la gauche n'est plus symbole de progrès social ». L'Eglise, qui est experte en la matière, faisait aussi entendre le son de sa cloche: « La défense du niveau de vie n'est pas aujourd'hui le plus urgent. »

Au total, la droite a donc fait sa rentrée sur les chapeaux de roue. Cent mille personnes sont descendues dans la rue en une quinzaine de jours à l'appel d'organisations corporatives dont les animateurs ne font aucun mystère de leur sympathie politique pour l'UDF, le RPR, voire le Front national. Quant aux dirigeants de ces partis, ils ont soigneusement préparé le terrain pour ce remue-ménage en donnant le ton dès les premiers jours de septembre: aucun soutien, aucune confiance au gouvernement; le moment est venu de lui rendre la vie vraiment impossible. Des dernières cantonales de mars 1982 aux prochaines municipales de mars 1983, le scénario est désormais en place: mobilisations sociales, déclarations politiques, exploitation des débats parlementaires font écho les uns aux autres. Par petites touches d'abord et maintenant à grands coups de manifestations et de rassemblements, il s'agit de dessiner le tableau d'un pays qui n'est pas seulement coupé en deux électoralement — c'est le cas, à quelques pour cents près, depuis de longues années — mais qui surtout ne peut retrouver un quelconque forme d'équilibre qu'en déplaçant son centre de gravité vers la droite pour la direction des affaires.



Les professions « libérales » dans la rue à Paris le 30 septembre.

Leçons d'Allemagne

La fin sans gloire d'Helmut Schmidt en RFA donne un certain crédit à ce projet. Quelques traits communs aux situations allemande et française devraient donner à réfléchir ici. Si les seules forces sociales et partis politiques qui se manifestent activement en cette période de crise économique se trouvent nettement à droite de l'échiquier politique; si la classe ouvrière ne prend pas en charge elle-même le combat contre la politique d'austérité des directions réformistes au pouvoir: si la mobilisation du prolétariat pour la défense de ses propres intérêts et pour les solutions aux problèmes de toute la société dont il est le porteur ne parvient pas à empêcher les politiciens réactionnaires de jouer sur le mécontentement des villes et des campagnes en tirant un trait d'égalité entre gauche ou socialisme et baisse du niveau de vie ou atteintes aux libertés, alors oui les conditions commencent à se rassembler pour que le découragement, la déception qui auront gagné certains secteurs de la classe ouvrière (cumulée avec la colère savamment entretenue des couches moyennes) ouvrent la voie à une offensive de grande envergure menée directement par la bourgeoisie. Celle-ci sera à ce moment en condition de transformer la campagne politique de harcèlement qu'elle conduit sans relâche en une bataille sociale d'affrontement qu'elle pourrait livrer avec l'espoir raisonnable d'infliger une défaite cinglante à la classe ouvrière et à ses alliés.

Une offensive de longue haleine

Bien sûr, on est encore très loin du compte partout en Europe. Nulle part les capitalistes ne sont parvenus à inverser les rapports de forces politiques et sociaux qui marquent tous ces pays de leur empreinte depuis Mai 68.

Il y a les petites phrases pour les discours et les défilés de mécontents pour la une des journaux. Mais les politiciens réactionnaires, s'ils sont démagogues et cyniques, sont loin d'être des imbéciles. Ils savent qu'une oscillation du balancier électoral peut bien être suivie d'une

autre en sens contraire et qu'en tout cas elle n'équivaut pas à une dérouté du mouvement de masse. Ils savent aussi qu'à trop forcer l'avantage partiel ils mettraient probablement tout leur plan en danger. Lors d'un colloque, le 29 septembre à Paris, Raymond Barre avertissait ses auditeurs triés sur le volet: « Ne prenons pas nos désirs pour des réalités. Les Français ont élu le président de la République tout à fait régulièrement et lui ont donné une majorité absolue à l'Assemblée nationale. » Il mettait en garde ceux de ses interlocuteurs un peu trop pressés qui rêvent d'élections législatives anticipées et voudraient les provoquer par une espèce de Mai 68 à l'envers: « Quand un mouvement de ce genre se produit, les Français se réunissent toujours autour des institutions en place, quelles qu'elles soient. Veillons donc à ne pas jouer dans la main des socialistes. »

La droite connaît tout cela. Elle travaille sur le moyen terme. Tambours battant, elle s'est engagée depuis six mois — depuis que le résultat des cantonales lui a redonné du cœur au ventre — dans une véritable offensive dont il serait vain de se dissimuler les premiers résultats. Les suivants sont déjà prévus d'avance: 15 à 20 000 patrons réunis à Villepinte, le 14 décembre, pour les Assises du CNPF, et sans doute quelques autres manifestations de paysans et de professions libérales, histoire de mettre un peu d'animation dans la campagne électorale avant mars prochain. Dans leurs discours devant les manifestants du 30 septembre, les responsables des professions libérales promettaient une « radicalisation du mouvement ». Les mandarins de la médecine française, grands patrons des services d'hôpitaux où ils veulent continuer à pouvoir faire leurs affaires avec un matériel et un personnel payés par l'Etat, sont sortis de leur XVI^e arrondissement pour rencontrer leurs collègues sénateurs du RPR et de l'UDF qui avaient repoussé le timide projet gouvernemental pour la suppression en 1986 du secteur privé à l'hôpital. Ensemble, ils s'opposeront à une réforme dont les motivations, d'après eux, relèvent « d'impératifs doctrinaux et idéologiques ».

« L'opinion a manqué d'explications »

Evidemment, tous les médecins et les 450 000 membres des professions libérales (et leur million d'employés), l'ensemble des artisans et des gros et moyens exploitants agricoles ne partageant pas le point de vue de ce gratin réactionnaire. Mais leurs conditions d'existence et leurs ambitions les en rapprochent pour la plus grande part. En cédant aux exigences des plus déterminés et en flattant leurs représentants, comme il le fit de manière éhontée avec les petits patrons du SNPMI, le gouvernement ne fait que favoriser ce rapprochement, donnant de plus en plus de corps à la mobilisation sociale des forces de droite.

De retour de sa tournée, un peu agitée, dans le Midi-Pyrénées, Mitterrand a estimé que « l'opinion a manqué d'explications ». Rien n'est moins certain. L'opinion ouvrière est écoeuvée de s'entendre répéter sur

tous les tons qu'il faut se serrer la ceinture. L'opinion bourgeoise et petite-bourgeoise ne manque ni de paroles ni d'actes pour la rassurer sur les intentions du gouvernement. Ses porte-parole sont parfaitement conscients de la situation: le gouvernement et sa majorité ont été élus par la première et ils font la politique de la seconde. Cette contradiction peut devenir explosive si la droite ne s'est pas assurée auparavant que toutes les portes sont fermées, grâce à son agitation, pour une relève sur la gauche des directions actuelles du mouvement ouvrier. D'où sa volonté d'occuper au maximum le terrain pour préparer au mieux cette éventuelle épreuve de force et, en tout cas, accrédi-ter l'idée qu'elle représente la seule alternative possible face à un gouvernement dont la lâcheté politique et la servilité envers la bourgeoisie minent chaque jour davantage le crédit parmi ses partisans comme ses adversaires.

La lutte contre cette droite qui relève la tête ne peut pas être menée par Mitterrand et ses ministres, par Jospin ou par Marchais. Il faudrait pour cela qu'ils rompent avec la bourgeoisie dont la coalition gouvernementale gère les prospères affaires. Tout au plus donneront-ils quelques « explications » supplémentaires qui ne peuvent ni convaincre ni mobiliser personne. Cette tâche, dont la rentrée souligne l'urgence, doit être accomplie par les travailleurs eux-mêmes, dans l'unité, dans l'action. Mais à moins de vouloir faire prendre les vessies pour des lanternes et une politique de droite pour une politique de gauche, la lutte contre l'offensive concertée du RPR, de l'UDF, du CNPF et de tous leurs alliés ne peut pas être dissociée de celle qui doit mettre en échec les mesures d'austérité du gouvernement où siègent ensemble les dirigeants du PS et du PC. Toute riposte contre ces dernières restreindra d'autant la liberté de manœuvre des premiers. Elle contribuera à leur couper l'herbe sous les pieds en les privant du soutien ou de la neutralité de tous ces « déçus du socialisme » que Chirac et Giscard veulent ramener au bercail de la droite après les avoir persuadés que le socialisme c'était cette misérable bouillie cuisinée à l'Elysée et à Matignon.

Charles Michaloux

UNAPL: Union nationale des associations de professions libérales.
CNPS: Centre national des professions de santé.
CSMF: Confédération des syndicats médicaux français.



La droite manifeste le 15 mai 1982 contre le remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale.

Quand c'est non C'EST NON

Tous les syndicats se sont mis d'accord, au sujet de l'UNEDIC, pour rejeter les propositions du CNPF. Tous les syndicats critiquent le forfait hospitalier que dénonce aussi la Fédération des mutuelles. Mais aucune n'ose critiquer sur le fond les projets de Bérégoz. Aucune ne propose l'action unie pour une autre orientation.

Allons-nous donc vers des batailles partielles pour obtenir des corrections de détail des mesures d'austérité ? Cela ressemblerait alors plus à des « barouds d'honneur », dont le seul but serait, pour les directions, de « se démarquer » de décisions impopulaires, anti-ouvrières, pro-patronales. Une telle tactique, bien sûr, laisserait les problèmes entiers : pour que les travailleurs ne fassent pas les frais du déficit des systèmes de protection sociale (UNEDIC et Sécurité sociale aujourd'hui, retraites demain), il faut décider de taxer les patrons, décider de leur faire payer leurs dettes.

Logiquement, les directions syndicales devraient l'exiger : les décisions urgentes sont réalisables tout de suite par la majorité PS-PC.

Quant on dit non à l'austérité, ce doit être clairement non. Avec tous les moyens pour se faire entendre.

Ainsi, une journée d'action de la CGT — ou de la CFDT — face aux attaques contre la Sécu, serait au-dessous des questions posées si elle se limitait à demander quelques corrections partielles, si tout n'était pas fait pour qu'elle soit unitaire.

Sur une telle voie, les directions syndicales mettraient le doigt dans un engrenage terrible : tout en critiquant, elles feraient, en fait, office de caution. On les entend d'ailleurs déjà prétendre qu'« il faut sauver ce qui peut l'être ». Ce qui signifie que « les sacrifices » sont en grande partie justifiés, à cause de la crise.

En pratique, cela revient à sacrifier les intérêts des travailleurs au profit d'une solidarité avec la politique de collaboration de classes, au service des « entreprises françaises », pour les aider à « être compétitives » face aux concurrents internationaux.

Une telle voie, qui tourne le dos au rôle le plus élémentaire des organisations ouvrières, n'a aucune justification. Faut-il le rappeler ? Du temps de l'expansion capitaliste, l'écart entre les plus riches et les plus pauvres, dans ce pays est passé entre 1950 et 1980 de un à quinze à un à trente. Et, dans le même temps, les équipements collectifs, les besoins sociaux ont été presque totalement négligés. Autrement dit, la prospérité capitaliste ne sera pas un gage de la satisfaction des revendications ouvrières essentielles. Ni hier, ni aujourd'hui, ni demain.

Toute concession aux patrons doit donc être refusée. Et si ceux-ci invoquent les risques de faillite, ils prouveront une seule chose : que les mesures immédiates propres à satisfaire les revendications ouvrières doivent, pour être durables, s'accompagner de mesures anticapitalistes, empêchant les patrons de nuire en leur ôtant les leviers de commande dont ils disposent encore.

C'est parce que nous sommes convaincus qu'il existe une sortie socialiste à la crise du capitalisme que nous serons les plus fermes pour exiger, devant les actuels projets de Bérégoz, que les directions syndicales prennent la seule voie qui serve les intérêts des travailleurs, celle de la mobilisation

Pierre Rème.



Ralite et Bérégoz : Après la tempête, la poignée de main...

BAS LES PATTES DEVANT LA SECU !

Pour « équilibrer les comptes » de la Sécurité sociale sans s'en prendre au pillage patronal, Bérégoz s'attaque aux travailleurs et au

Non au pillage patronal

- Dettes sur les cotisations : 17 milliards de francs.
- Allègement de cotisations (après l'augmentation du SMIC, stagiaires des pactes pour l'emploi, aides au textile, apprentis) : 12 milliards.

Non au plan Bérégoz

- Forfait hospitalier : 20 francs par jours à payer pour chaque malade hospitalisé (art. 20 du projet de loi Berger).
- Cotisations des « préretraités », licenciés avant 60 ans avec 70 % de leurs ressources : 10 % de ce que leur restait leur sera pris.
- Le « carnet de soin » : instrument de fichage des assurés

droit à la santé. Il reprend les vieux projets de la loi Berger mis en échec du temps de Giscard par la grande mobilisation du 13 mai 1980.

- Charges indues : plus de cent milliards.

Faisons l'addition : 100 + 17 + 12 = 129 milliards

- Il faut y ajouter 20 % des dépenses de médicaments, les

Aucune organisation ouvrière n'approuve l'actuel ministre. Parce que d'autres mesures sont possibles, nécessaires et urgentes.

super-profits des trusts pharmaceutiques.
• De même que la « couverture sociale des chômeurs », alors que ce sont les patrons, fauteurs de licenciements, qui auraient dû la payer.

(pour lutter contre les « tire-au-flanc » et la « surconsommation »), il pourrait être présenté lors des visites médicales d'embauche dans les entreprises (art. 22 de la loi Berger).

- Réduction des budgets pour les hôpitaux, faits en début d'année indépendamment du nombre de malades et sans rallonge (budget « global annuel »). Les hôpitaux pauvres auront le droit de gérer leurs richesses. D'où les

compressions de personnel et la « rentabilisation » par tous les bouts. Pour ce qui rapporte, le corps médical continuera à s'en mettre plein les poches dans les cliniques privées (art. 17 de la loi Berger).

- Vignette sur les alcools et les tabacs. Vingt-cinq centimes de plus par paquet de cigarettes, 10 francs de plus par bouteille d'alcool (art. 3 et 4 de la loi Berger).

NON AUX ATTAQUES CONTRE LES CHOMEURS !

Les patrons veulent :



Augmenter les cotisations de tous les salariés.

Faire payer une cotisation de 1 % aux fonctionnaires et aux agents des services publics.

Mais, tout en rapportant entre 4 et 5 milliards, ce plan ne permet pas, selon le CNPF, de maintenir les prestations.

Les directions syndicales négocient sur des bases pourries.

Le tableau ci-dessous, paru dans *le Matin* du 6 octobre, montre clairement quelles con-

cessions les représentants syndicaux ont été prêts à proposer aux patrons.

Allocations	Conditions d'attribution	Nombre de bénéficiaires (août 1982)	Indemnisation actuelle	Propositions CNPF	Économies (milliards)	Contre-propositions syndicales
Allocation de base (AB)	Salarié ayant perdu involontairement son emploi	673 509	32,46 F/jour + 42 % du salaire antérieur (SR) • 365 j. avant 50 ans • 791 j. de 50 à 55 ans • 912 j. après 55 ans	Partie fixe : 30 F/j. Partie proport. : 40 % SR Diminution indem. • Maximum • Minimum	→ 0,3 → 0,5	Pas de changement → Modération
Allocation forfaitaire (AF)	Chômeur sans référence de travail	129 316	64,92 F ou 48,69 F ou 32,46 F/jour selon les cas pendant un an	Transfert à l'État	3,3	Un seul taux (50 F) mais les positions syndicales sont différentes
Allocation fin de droits (AFD)	Prolongation des AB et ASP	136 929	32,46 F/jour • 274 j. avant 50 ans • 365 j. après 50 ans • 456 j. après 55 ans	30 F/jour	0,1	Pas de changement
Allocation spéciale (ASP)	Salarié licencié économique	161 648	32,46 F/j. + part. prop. • 65 % SR au 1 ^{er} trim. • 60 % SR au 2 ^e trim. • 55 % SR au 3 ^e trim. • 50 % SR au 4 ^e trim.	Partie fixe : 30 F/j. Partie prop. : 65 % du SR pendant 3 mois Diminution maxi et mini indemnisation	1,15	Pas de changement 6 mois au lieu de 12 (65 % et 60 %) Maxi : 85 % Mini : 85 % SMIC
AB et AFD				Modulation indemn. en fonction âge (+ 50 ans) et durée affiliation	10 à 11	6 mois d'indemn. maximum avec temps d'affiliation à déterminer
AB et ASP				Délai de carence par démission, et licenc.	2,8	Démission légitime (délai 3 mois) Licenciement : 1/3 indemnité après neutralisation 15 jours

① Les jeunes et les femmes sans référence de travail seraient, selon les patrons, une charge de plus à transférer à l'État... alors qu'ils refusent de les embaucher.

② Les patrons veulent encore diminuer les revenus des chômeurs qui ne reçoivent plus l'indemnité de base (trop longue durée du chômage).

③ Est-ce aux syndicats de proposer de limiter à six mois le droit de percevoir une indemnité chômage... alors qu'ils ont refusé d'organiser la lutte pour interdire les licenciements et imposer l'obligation d'embaucher ?

④ Il n'apparaît plus dans ce tableau le cas de préretraités à 60

ans ou moins (55 ans ou 56 ans et 3 mois).

Pour « équilibrer les comptes » de l'UNEDIC, leur charge sera transférée ailleurs (caisses de retraites, service particulier de la Sécurité sociale ?). Le coût de cette indemnité qui aide les préretraités, véritables licenciés, est très élevé : chaque contrat de solidarité avec départ à la retraite à 55 ans, par exemple, coûte l'équivalent de 94 ans de cotisations retraite par individu de 55 ans... Dans le cadre des restructurations de ces dernières années, à la suite de l'exemple de la sidérurgie, ce poste budgétaire a fini par s'élever au point de représenter 30 % des dépenses de l'UNEDIC.

Point par point, toute cette affaire de l'UNEDIC prouve une chose : « Ce système, conçu pour quelques centaines de milliers de chômeurs, ne peut en supporter deux millions », comme le disait Yvon Chotard (CNPF) lui-même (*les Echos* du 20 septembre).

Autant dire que la seule solution pour les travailleurs est de refuser de payer des cotisations à cause des patrons fauteurs de chômage. Que la majorité PS-PC leur impose une cotisation obligatoire pour garantir aux chômeurs le maintien de leur salaire en attendant de retrouver un emploi !

SALAIRES

Grèves chacun pour soi ou tous ensemble ?

Le gouvernement a décidé que les augmentations de salaire n'excéderaient pas 10 % en 1982 et 8 % en 1983. Ce faisant, il consacre une perte du pouvoir d'achat. Les travailleurs le ressentent et le calculent de cette manière. C'est pourquoi nombre d'entre eux font pression sur les organisations syndicales pour qu'elles organisent la riposte. Ainsi le calendrier d'octobre s'emplit de journées d'action par branche dont le but général est de faire pression sur les négociations.

Grève CGT le 1^{er} octobre dans les arsenaux, action le 6 pour la CGT des PTT, de la santé et des fonctionnaires, grève le lendemain pour la CFDT-PTT, manifestation de la CGT banques le 7 octobre, action par établissement pour la CGT de la SNIAS. Les cheminots CGT prévoient une action d'une semaine du 11 au 16 octobre, avec un « temps fort » le 13. La liste s'allongera.

Mais pourquoi ce morcellement, et dans quel but faire grève ? La combativité, l'envie de se défendre dans l'action existent bien. La grève unitaire du 28 septembre à l'EGF en témoigne ; celle des cheminots d'Ile-et-Vilaine le confirme, au vu de la réussite de l'action unitaire des 2 et 3 octobre. La défense du pouvoir d'achat, la défense de l'emploi deviennent une nécessité largement partagée.

Toutes les branches sont concernées par les négociations salariales ; quel est le but réel de ce découpage soigneux des actions ? S'agit-il pour les confédé-

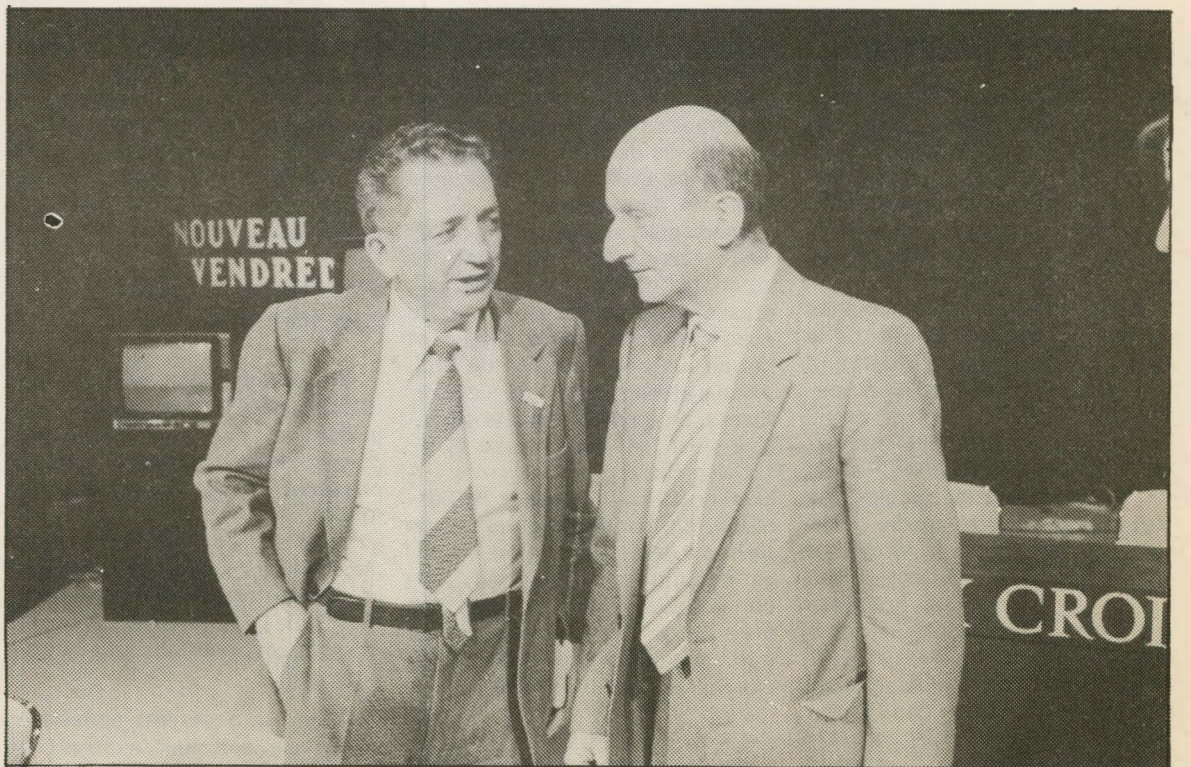
rations de faire monter la pression ?

Louable intention, mais dans quel but ? Il n'est pas question de faire grève simplement pour que s'applique intégralement le décret gouvernemental : les 10 % de 1982 et les 8 % de 1983. C'est pourtant ce que pensent faire certaines fédérations CGT comme celle des banques. Il s'agit de défendre le pouvoir d'achat, c'est-à-dire de rattraper les pertes dues au blocage, de faire progresser les salaires pour rattraper l'inflation des prix, d'assurer l'augmentation réelle du pouvoir d'achat.

Faire grève pour les salaires, ce ne peut être appuyer le gouvernement pour que s'appliquent ses décrets. C'est se battre pour l'augmentation des salaires. Car, si des directions patronales refusent de les appliquer, la plupart se retranchent derrière le gouvernement, heureuses de voir le blocage se transformer en police des salaires. Il est impossible d'admettre le seul maintien du pouvoir d'achat pour 4 500 F de salaire, il est impossible de tolérer le système Delors des rémunérations.

L'unité est possible

Les grèves, les journées d'action, c'est bien pour aller au-delà des décrets gouvernementaux. Ceux de l'EGF l'ont bien compris, quand dans l'unité, ils font grève pour la progression du pouvoir d'achat, indépendamment des chiffres gouvernementaux. A l'inverse, la direction de la CFDT



des PTT ne fait que déplacer le plafond gouvernemental des 4 500 F, au-delà desquels le pouvoir d'achat n'est plus garanti. Elle ne propose une augmentation du pouvoir d'achat que jusqu'à 5 850 F nets. C'est déplacer le curseur que de quelques points, et maintenir une division dans le personnel des PTT. Car 5 850 F nets, ce n'est certainement pas le sommet de la hiérarchie. Au contraire, parce que le décret gouvernemental s'applique nationalement, les syndicats doivent y répondre par des revendications unifiant la riposte :

pour le maintien de l'indexation, pour le SMIC à 4 100 F, répercuté pour tous, pour une augmentation des salaires.

Pour ces revendications, oui l'unité est possible. Elle l'a été à l'EGF, réunissant le même jour CGT, CFDT, FO et CFTC, sur la progression du pouvoir d'achat. Elle est possible partout. Elle est nécessaire car le morcellement des actions est redoutable. Ou bien les confédérations font simplement monter la pression, et puis, les négociations finies, on range les banderoles. Ou bien, et c'est le vœu des syndicalistes

unitaires, elles préparent le terrain à une journée « tous ensemble », dans l'unité pour les salaires.

C'est maintenant que cette journée nationale unitaire de 24 heures prend tout son sens. Elle devient une réponse immédiatement nécessaire, à l'opposé des directions confédérales qui prétendent fatiguer la combativité en l'enfermant dans une démarche corporative. Faire grève pour les salaires dans sa branche, c'est bien, la faire tous ensemble, c'est mieux, et tellement plus efficace... **Jean Lantier**

SYNDICALISME

Leurs tâches et les nôtres

Au colloque des 1^{er} et 2 octobre de la revue *Droit social* réunissant un parterre de patrons petits et gros, Delors se répandit en regrets : « *Le syndicalisme doit sortir de sa crise de représentativité en jouant un rôle plus significatif sur le terrain de la contre-proposition économique.* » Voilà un ministre de l'Economie et des Finances assoiffé d'intégrer les syndicats, louchant avec envie sur le syndicalisme allemand. Il ajoute : « *Le danger dans notre pays tient moins à la force des syndicats qu'à leur faiblesse ; facteur de surenchère et de négativisme.* »

Raymond Barre, le viré du 10 mai, présent comme interlocuteur (on était entre spécialistes...) reconnu, avec le langage docte et pédant qu'on lui connaît, qu'il fallait un syndicalisme fort. Ce vieux crocodile aux larmes hypocrites a même évoqué un « certain immobilisme du patronat ».

Ce chœur touchant se termina par une déclaration de Delors indiquant que l'Etat devait « encadrer » (sic) l'action des syndicats et du patronat. Tout ça parce que « *le jeu social n'est pas encore à la dimension des exigences nouvelles.* » Mais voilà : il faudrait dire à Delors (et à Barre) que les revendications, ce n'est pas un « jeu social », que le syndicalisme n'a pas à être encadré par l'Etat, qu'il n'est pas affaire de contre-propositions sur le terrain écono-

mique. C'est pourtant ce qu'acceptent les confédérations CGT et CFDT. Toutes deux s'essayent dans un rôle de partenaire constructif. Mais ça grince dans les rouages de la concertation. Nos confédérations, CGT et CFDT, voudraient jouer le jeu. Pourtant, elles y arrivent à peine.

Ainsi la CFDT, toute prête, depuis 1978, à comprendre la crise pour s'y adapter, renâcle : « *Le gouvernement de gauche ne fait pas mieux que celui de Raymond Barre en matière de concertation* », explique, déçu, Georges Granger, secrétaire de la fédération métallurgie CFDT. Le gouvernement Mauroy décide tout seul, alors que la CFDT estime positives les orientations gouvernementales pour la politique industrielle. Associez-nous, intégrez-nous demande donc la direction CFDT.

La CGT tente aussi de cheminer dans cette voie de l'intégration. Elle multiplie les dossiers de contre-propositions. Pour le bâtiment-travaux-publics, elle propose la création d'un centre de recherche du bâtiment. En matière financière, elle préconise le retour à un rigoureux contrôle des changes, à une augmentation des réserves bancaires, pour trouver le crédit à octroyer aux entreprises pour relancer la production.

Qu'il serait doux pour les directions confédérales de confectionner dossier sur dossier, et les remettre à un aimable gouvernement qui les prenne en compte, le tout baignant

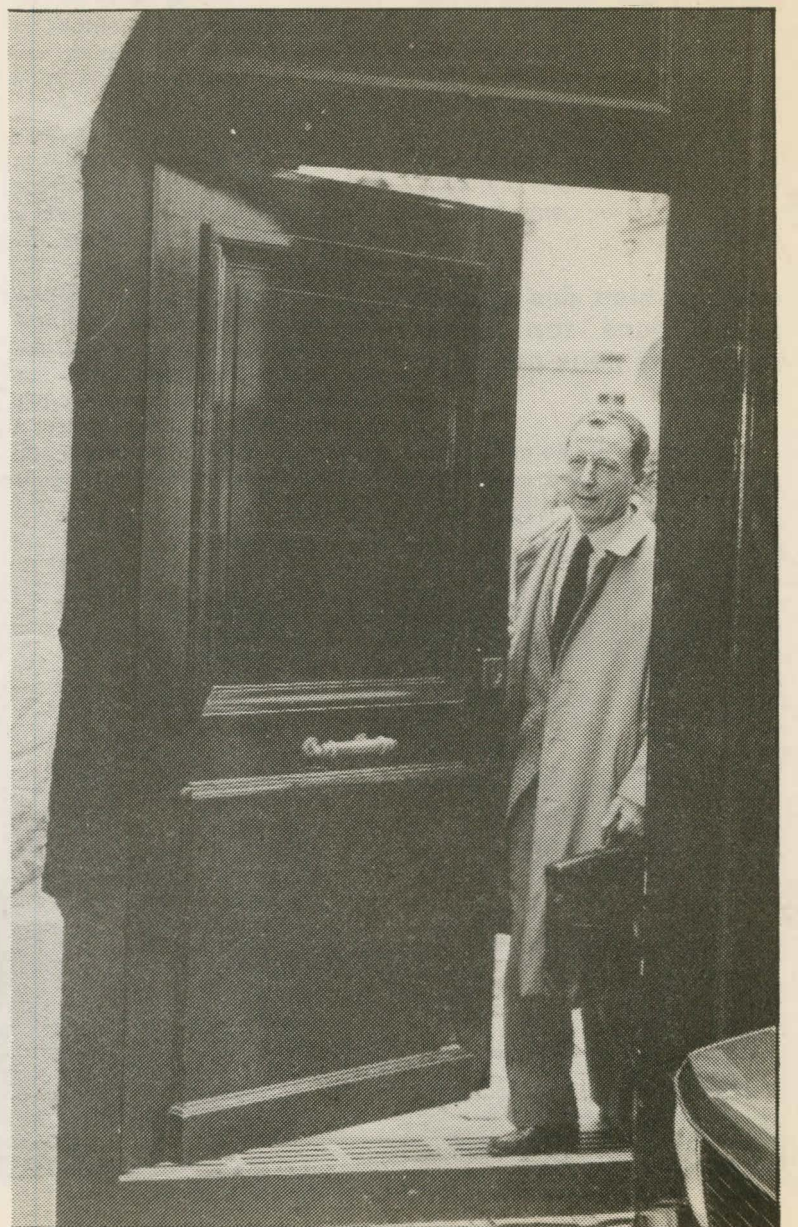
dans une communauté de vue sur le réalisme face à la crise.

Mais les attaques pleuvent, et la concertation s'en trouve bien réduite. Allez négocier le forfait hôtelier, ou les cotisations pour les préretraités. Allez vous concerter avec le patronat, pour réduire à 3 mois (au lieu d'un an) les indemnités pour licenciement économique. Négociation, concertation, alors que le gouvernement a bloqué les augmentations de salaires à 10 % en 1982 et 8 % en 1983. Concertation, quand Chevènement confirme les 12 000 licenciements dans la sidérurgie lorraine ? Difficile, impossible, utopique.

La seule idée censée de Delors, c'est qu'il faut un syndicalisme fort. Mais il ne se bâtira que sur la défense intransigeante des revendications, sur sa capacité à mobiliser contre le patronat, sur sa force à exiger du gouvernement une politique en faveur exclusive des travailleurs.

Delors peut regretter la crise de représentativité du syndicalisme. Laissons-le à ses amertumes. L'heure est à sortir du blocage par la lutte, nationale, interprofessionnelle, unitaire, pour le pouvoir d'achat. L'heure est à la défense de la Sécurité sociale contre le plan Bérégovoy. L'heure est à empêcher le patronat de nuire par ses licenciements, ses dépôts douteux de bilan, sa fuite des capitaux. Voilà les tâches du syndicalisme, en octobre 1982.

Jean Lantier



ROUEN : Mille voix rassemblées pour n'en plus faire qu'une

• De notre correspondant

LA semaine dernière, nous avons publié le texte des mille travailleurs de Rouen et de leur conférence de presse. Depuis, *le Matin*, *le Monde* et le quotidien régional *Paris-Normandie* ont largement donné écho à cette initiative.

Cette semaine, nous voulons brièvement rendre compte de la façon dont cet appel a démarré et des réactions qu'il a entraînées.

Lorsque la lettre à F. Mitterrand et aux députés du PCF et du PS a commencé à circuler aux Papeteries de la Chapelle, dans un quart de nuit, très vite il fut signé par la quasi-totalité de l'équipe... exceptés quelques délégués syndicaux qui firent, eux, le tour de tous les travailleurs pour expliquer qu'il ne fallait pas signer... sans succès ! Il faut dire qu'ils avaient quelque peine à expliquer leur position alors que le texte de l'appel, son but, eux, étaient très clairs pour les ouvriers et correspondaient à leurs préoccupations, dans une entreprise où les licenciements menacent depuis deux ans et demi, où les salaires sont bloqués depuis des mois...

« Il faut avertir le syndicat avant de signer une pétition », « c'est une pétition contre le gouvernement », « c'est une pétition qui n'est même pas signée »... C'étaient là des réflexions singulièrement à côté du problème. La meilleure preuve : deux travailleurs d'une autre équipe se firent remettre au matin des exemplaires de la lettre pour la faire signer autour d'eux avec le même succès. Ainsi, dans une entreprise tournant sur un roulement de cinq quarts, où les contacts entre équipes sont difficiles, les pétitions commencèrent à circuler parmi tous les travailleurs.

« Il y a bien des choses justes dans ton texte, mais je ne peux pas le signer. »

La raison invoquée par ce tra-

vailleur ? Il est militant du PCF. Cette réaction montre à la fois le succès de l'appel, et, derrière les déclarations tonitruantes des dirigeants de ce parti, la réalité des consignes qu'ils donnent à leurs militants d'entreprises...

Mais aujourd'hui, et c'est un signe des temps, de telles injonctions n'empêchent pas une masse de travailleurs, d'accord avec cet appel, de le signer, et parmi eux des militants du PCF.

Aux ateliers SNCF de Quatre-Mares, on peut dire que la signature s'est faite à la vitesse TGV : 160 les deux premiers jours... A l'atelier du dépôt roulant de Sotteville, 20 signatures recueillies par un travailleur en une heure ! Et comme aux Pap'Chap, une constatation s'impose dès les premiers jours : c'est en masse que signent les travailleurs, syndiqués ou non syndiqués.

« C'est vrai ce que vous dites, il faut se mobiliser, il faudrait que les travailleurs descendent dans la rue pour répondre à la droite », combien de fois ceux de Rouen ont entendu cette réflexion de militants CGT ou PCF ne comprenant pas que leurs directions ne prennent pas une telle initiative et même s'y opposent ? Rarement, à Rouen, une pétition aura fait autant discuter.

« C'est sûr, il faut faire quelque chose, les syndicats, eux, ne foutent rien, mais une pétition, qu'est-ce qu'on va en faire après ? » Cette question est souvent revenue, nous disent les initiateurs. Les échos de la presse locale et nationale, le nombre de signatures de travailleurs de toutes les entreprises, de tous les syndicats, de tous les partis, la conférence de presse s'adressant aux travailleurs de toute la France, l'appel à une assemblée de signataires le 19 octobre à Rouen, voilà les premières réponses à cette question.

Bien sûr, presque tout reste à faire et les signataires de Rouen ne comptent pas se reposer sur leurs premiers lauriers. Mais des milliers de travailleurs de cette ville ont déjà une satisfaction : à travers ce texte et les articles du

Monde et du *Matin* qui circulaient ces derniers jours de main en main à Rouen, ils avaient le sentiment, enfin, d'arriver à faire entendre la voix des travailleurs. Et même si c'est une tâche de longue haleine, ils sentent tous qu'ils tiennent le bon bout.

De Renault-Cléon aux banques

A Renault-Cléon, ce sont des délégués CGT-CFDT qui font circuler la pétition, recueillant autant de signataires de chaque syndicat, dans l'ensemble des quarts.

Lors du meeting CFDT du 27 septembre, animé par Chérèque, la pétition circule et des militants CFDT des banques en prennent un paquet pour la faire signer chez eux.

Tous se sentent concernés, quel que soit leur syndicat ou leur entreprise. Et quel meilleur symbole que cette réunion où une dizaine de militants CGT, CFDT et FEN se sont retrouvés pour « coordonner les affaires ». Leur unité fait plaisir à voir, car il y a quelques années, ou même quelques mois, quand ils se retrouvaient, c'était pour polémique face à face, ou même dans la rue en se criant des slogans hostiles.

Aujourd'hui, l'action pour le changement les réunit, comme elle réunit les travailleurs à la base.

Cela montre bien une évolution dans le mouvement ouvrier local, que l'on retrouvera sûrement dans d'autres villes et que nul ne peut ignorer.

« Le changement, tout pour le changement, quoi ! C'est bien pour cela qu'ont voté les travailleurs le 10 mai ! »

Et les premières lettres reçues à la boîte postale le confirment. Parmi elles, un travailleur isolé, licencié en « préretraite », au Grand Quevilly près de Rouen, qui compte bien venir à la première réunion des signataires, et un groupe de postiers de la région parisienne qui demandent des appels...

Mille salariés de Rouen demandent à M. Mitterrand de « faire respecter les choix du 10 mai »

Mille travailleurs et travailleuses de la région rouennaise, ouvriers et employés des papeteries de La Chapelle-Darblay, de Renault-Cléon, de la S.N.C.F., des P.T.T., militants syndicaux ou politiques, viennent d'adresser une lettre ouverte à M. Mitterrand et aux députés du PCF (1). Les

Les signataires de cet appel, qui espèrent qu'il sera repris « dans toute la France », se refusent à apparaître comme « les déçus du changement » : « au contraire, expliquent-ils, nous voulons que le changement aboutisse et les travailleurs sont la force sociale qui peut le permettre ».

Ainsi, ajoute la lettre, « le 10 mai, nous avons élus pour mettre en

Rouen : la base syndicale grogne

1000 syndiqués, qui ont signé une pétition, reprochent à leur direction d'accepter trop facilement l'austérité

Une pétition adressée par des militants syndicaux à François Mitterrand a recueilli plus de mille signatures à Rouen. D'autres villes suivront. Les signataires, parmi lesquels une majorité de militants cégétistes, déclarent refuser l'austérité dont parle le gouvernement

d'extrême gauche. Ce texte se présente un peu comme un compromis entre différents courants (des trotskistes

samedi 2 et dimanche 3 octobre

POLITIQUE

paris normandie

SAMEDI 2 ET DIMANCHE 3 OCTOBRE 1981

Austérité : une base syndicale qui renâcle

A Rouen, 1.000 militants signent une pétition désavouant leurs états-majors

fois ils sont un millier signés, dans une ville normalement contestataire, entourée d'une ouvrière, une nouvelle. A l'origine, les syndicaux : 7 cégétistes et 1 militant (tendance Unité-

De haut en bas : « le Monde », « le Matin », « Paris-Normandie ».

Un événement politique perçu par la presse

LE *Matin* et *le Monde* ont chacun rendu compte de la pétition de Rouen, en lui donnant un éclairage sur lequel il est intéressant de revenir.

Ainsi *le Matin* situe à juste titre ce mouvement dans le prolongement de l'appel pour l'Union dans les luttes de janvier 1980 et de l'Appel de Marseille de février 1981.

A juste titre, car bien que chacune de ces démarches ait eu sa propre nature et ses propres objectifs, elles ont toutes trois un point commun : la volonté de travailleurs de faire entendre leurs voix quand il apparaît nettement que les directions du mouvement ouvrier tournent le dos à leurs tâches. En 1980, c'était pour exiger, avec UDL, que cesse la division imposée par les directions du PC et du PS.

En 1981, dans la CGT, des milliers de syndiqués exigeaient que leur centrale s'inscrive clairement dans la bataille pour la défaite de la droite.

Aujourd'hui, le mouvement qui se dresse autour de Rouen est pour dire haut et fort que les élus de mai-juin 1981 tournent le dos à leurs mandats.

Le Matin fait un autre constat : le texte aurait pu être signé par Krasucki. Certains pourraient dire par le dernier CC du PCF... Il est vrai que des formules employées par ce texte se retrouvent dans des discours de dirigeants de la CGT ou du PCF...

Mais la question, justement, est qu'il n'est pas repris par Krasucki. Mieux, ou plutôt pire, à Rouen des dirigeants du PCF ou de la CGT essaient de bloquer la pétition, d'empêcher les travailleurs de la signer...

Car ce mouvement de signatai-

res va à l'encontre de ce que fait le PCF dont la direction veut en fait fourvoyer les travailleurs dans une recherche de meilleure productivité... pour les écarter de la défense pied à pied du pouvoir d'achat et des revendications.

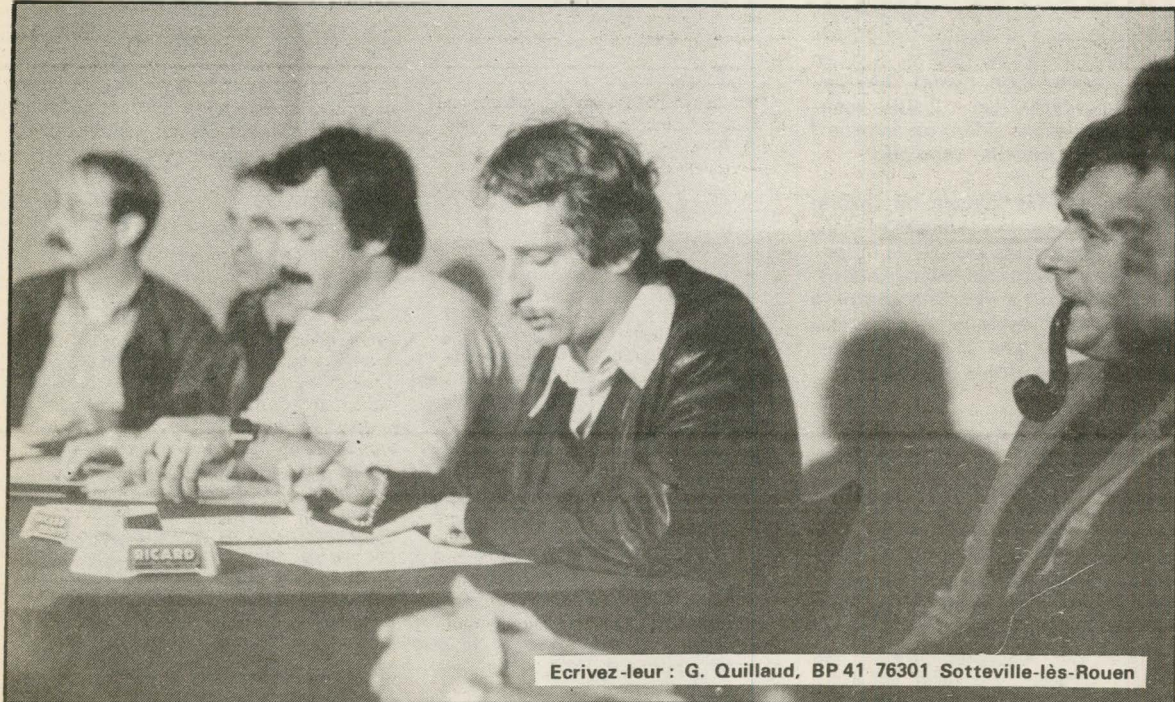
C'est pour cela que l'appel de Rouen a une grande portée politique :

- il s'adresse aux dirigeants politiques pour leur rappeler ce que veulent les travailleurs ;
- par là même, il critique les dirigeants syndicaux qui voudraient aujourd'hui neutraliser le mouvement revendicatif ;
- il encourage les travailleurs à faire peser eux-mêmes leur poids dans la balance pour contrer la droite et le CNPF.

Quoi d'étonnant dès lors si ce texte, comme le dit *le Matin* du 1^{er} octobre, dépasse largement l'extrême gauche même si les militants de la LCR de Rouen y ont pris toute leur place ?

Quoi d'étonnant dès lors si de nombreux travailleurs s'y associent d'accord avant le 10 mai avec la ligne du PCF, qu'ils jugeaient avant tout comme une ligne dure contre les patrons et la gestion de la crise ? Ce phénomène important est relevé par *le Matin* du 5 octobre et *le Monde* du 6 où deux articles reviennent sur l'appel.

Mais ce qui est certain aussi, et qui est peu apparu encore dans la presse, c'est que dans l'appel de Rouen se sont retrouvés aussi des centaines de syndiqués CFDT, et que ce mouvement rentre aussi en écho avec le combat mené, lors du congrès de Metz, par les syndicats qui refusaient la ligne Maire des nouvelles solidarités et de l'acceptation de l'austérité.



Ecrivez-leur : G. Quillaud, BP 41 76301 Sotteville-lès-Rouen

Rouen : mille signatures pour la première conférence de presse.

CONTRE LE PLAN ACIER

Une action d'ensemble de tous les sidérurgistes est à l'ordre du jour

PAS de fermetures de site avant 1984 », a dit Chevènement. Mais cela n'empêche pas d'appliquer dès maintenant la restructuration par petits bouts. Ainsi, à Longwy, les jeunes sidérurgistes qui partent au service militaire reçoivent une lettre de la direction leur garantissant l'emploi à leur retour « dans le groupe Usinor ». Cela signifie « mutation » ou « démission ». Il en est de même pour les jeunes qui sortent du centre d'apprentissage de l'entreprise à Pompey où, le mercredi 6 octobre, la direction fermait une partie des installations, le laminoir nord.

Toute l'action des directions est orientée vers les suppressions d'emplois. Et les déclarations rassurantes de Chevènement ne sont qu'hypocrisie !

Malgré ces manœuvres et l'acceptation par le gouvernement du plan demandé par le baron Davignon, l'heure reste à l'action pour le maintien des emplois et l'annulation du plan.

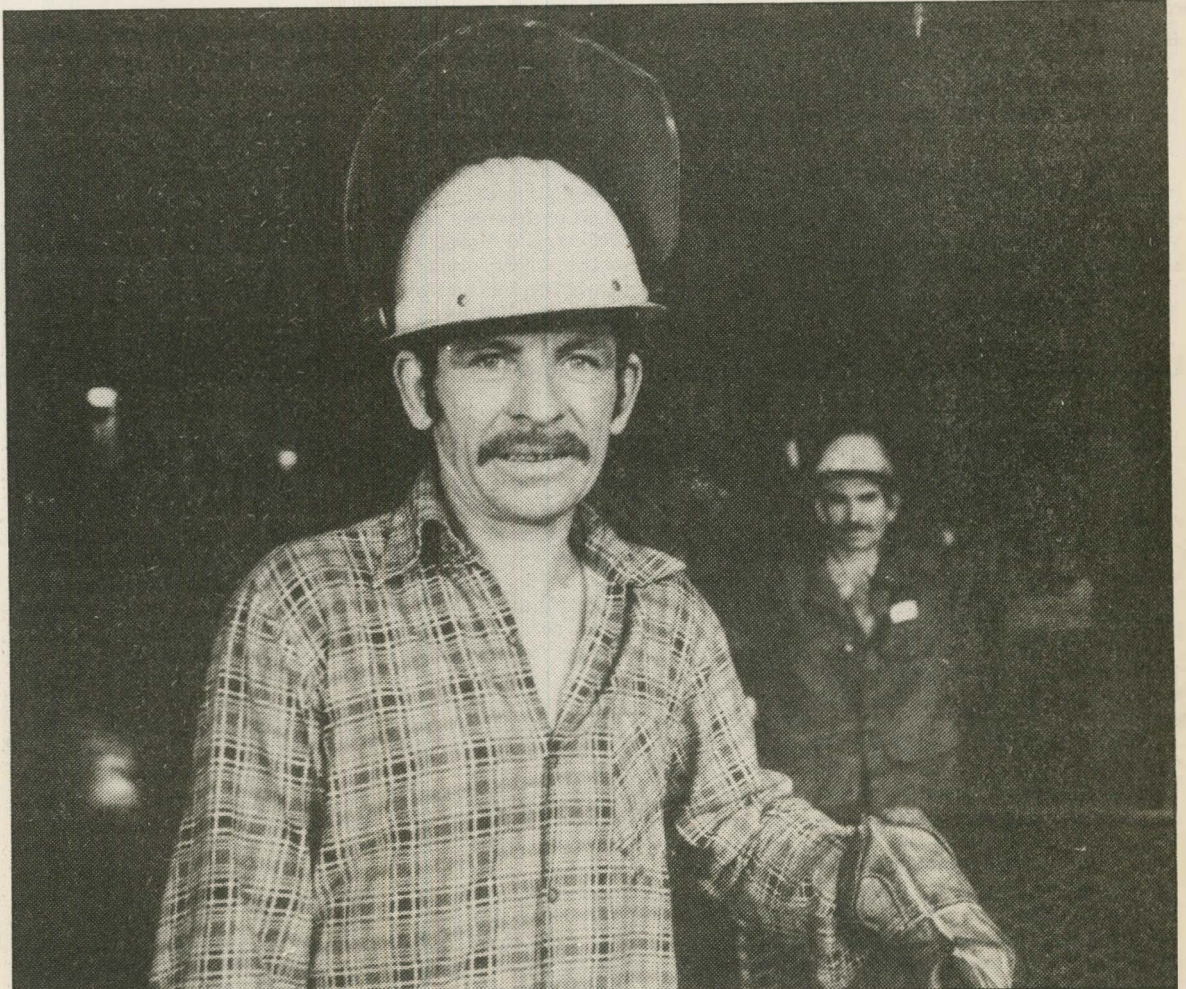
Les forces pour la mener à bien existent, même si elles se heurtent à la politique des directions syndicales. La journée « portes ouvertes », le samedi 4 octobre, l'a montré, avec ses

quatre à cinq mille visiteurs. De même qu'en témoignent les « opérations coups de poing », contre la fermeture du laminoir. Ou pour empêcher la cérémonie qui voyait Simone Veil remettre des médailles du Mérite à de vieux ouvriers...

A Longwy de même, la CFDT propose l'unité d'action pour une « journée ville morte », étape vers une mobilisation plus large. Mais la CGT, pour le moment s'abstient de répondre.

Afin de faire mieux comprendre, à cette étape de la lutte, les difficultés auxquelles se heurtent les travailleurs qui veulent lutter, nous avons réalisé cette interview d'un responsable de la CFDT de Pompey. Elle montre assez que, pour pouvoir reprendre des discussions même minimales avec le gouvernement, les syndicalistes devaient se montrer prêts à accepter des suppressions d'emplois. Il montre aussi nettement que, pour réaliser une action nationale de tous les sidérurgistes, les militants devraient arriver à créer leur propre coordination, afin de déjouer toutes les manœuvres et les refus d'une marche sur Paris au niveau des états-majors nationaux.

P. R.



► Interview de Bernard Ance, responsable de la section CFDT de Pompey

● De notre correspondant

A Pompey, alors que les premières installations ne doivent fermer qu'à partir de 1984, les plans patronaux ont fait leurs premières victimes : les 21 « arpettes », jeunes qui ont eu une formation à l'intérieur de l'entreprise et qui, pour la première fois depuis cent ans ne travailleront pas à l'usine. En effet, la direction leur laisse le choix entre une mutation à l'intérieur du groupe (solidarité, disent-ils) ou le licenciement pur et simple et immédiat.

C'est dans cette ambiance que nous sommes allés interviewer Bernard Ance, secrétaire de la section CFDT de l'usine.

● Quel est le plan de Sacilor ?

— Faire passer les effectifs de 3 500 aujourd'hui à 1 200 en 1986. 2 300 suppressions étalées sur les quatre ans à venir. La direction veut couper la tête et la queue de l'usine puisqu'il n'y aura plus de production d'acier ici, ni de laminoirs finisseurs. Faire partir les anciens, ne plus embaucher de jeunes, aggraver la pyramide des âges.

L'usine est toujours une société anonyme, bien que filiale de Sacilor. La nationalisation, ici, n'a apporté aucune modification de structure. La direction veut transformer Pompey en un simple atelier de laminage avec des frais de gestion énormes.

Nous avons intérêt de combattre ces arguments aujourd'hui, sinon, demain, on nous les ressortira pour justifier la liquidation totale de l'usine.

● Avez-vous été tenus au courant de l'élaboration du plan patronal ?

— Nous avons senti quelque chose venir à partir d'avril où le P-DG nous avait dit qu'il y avait deux sites concurrents et que Pompey était mal placé. Nous avons, à partir de ce moment-là, mobilisé, informé, provoqué les pouvoirs publics pour dénoncer cette logique qui menait à la fermeture de Pompey.

Il exprime les positions de la majorité des adhérents CFDT mais un délégué des laminoirs sud ne cachait pas que les projets d'installation d'une usine de fer-blanc (200 emplois en 1986) étaient pour lui un « amuse-gueule », une « mise en boîte ». Il faisait part également de l'ambiance, plutôt chaude, qui régnait sur son chantier après les luttes de la semaine dernière et où, lui, pourtant toujours à la pointe de l'action, se faisait « engueuler par les gars » qui en avaient marre « de se faire balader ».

On ne peut qu'être sceptique, en effet, sur les projets de diversification industrielle proposés : l'usine de fer blanc et une vague promesse du P-DG de Renault. Mais, en Lorraine, lors des précédents

syndicales, c'est le rapport Judet, qui analysait les perspectives de production à partir du marché actuel. C'était une discussion « consultative ». Mais il ne contenait pas des questions comme : « Comment produire ? » « Pourquoi produire ? » « Comment changer la consommation actuelle ? », « Quels échanges avec les pays tiers ? », « Comment arrêter la course entre les différents pays européens ? ».

On nous a fait part des conclusions d'un certain nombre d'experts, mais on ne nous a pas demandé notre avis.

● Que penses-tu des déclarations de Chevènement sur la reconversion industrielle ?

— Les déclarations ne sont pas fondamentalement différentes des choix qui avaient été faits auparavant. C'est la continuité dans la politique de restructuration financière et industrielle.

Sur les industries de remplacement, ce qu'on nous donne, on le prend, mais nous sommes convaincus qu'on ne pourra pas faire une politique de diversification et d'industrialisation sur les ruines de la sidérurgie.

Aujourd'hui, on condamne le plan Sacilor, on ne discute pas des conséquences d'un plan qu'on condamne, on ne discute pas de la reconversion des gars.

● Quelle mobilisation aujourd'hui ? Quels liens avec les autres secteurs touchés ?

— Nous en avons à travers l'organisation ; notre fédération a porté un jugement négatif sur les plans en cours. Sur la mobilisation, il aurait été sans doute souhaitable d'avoir une mobilisation de tous les sidérurgistes.

● Est-ce que ce n'est pas toujours souhaitable ?

— C'est toujours souhaitable, mais les réactions ne sont pas partout les mêmes, regarde ici à Neuves-Maisons, dans le bassin, ça ne bouge pas.

● Mais les secteurs touchés : Vieux, Caen, Longwy, etc. ?

— Les moments forts dans l'action n'ont pas eu lieu au même moment et avec des degrés de mobilisation qui ne sont pas les mêmes ;

avec tout ça, ce n'est pas facile de faire une coordination. C'est un problème. Il ne suffit pas d'avoir une démarche volontariste et de dire : demain, grève générale de toute la sidérurgie, d'autant plus qu'on n'est pas la seule organisation. Quand on est montés à Paris, on aurait préféré que tous les sidérurgistes soient là.

plans de restructuration, on avait déjà parlé de Ford, de Peugeot, de Saviem. Peu de ces projets se sont réalisés et à Saviem/Batilly, il n'y a que 3,5 % de sidérurgistes dans le personnel. Car il faut tenir compte des 80 000 chômeurs que compte la Lorraine. Lors d'une émission de la télé régionale, les élus de droite essaient de récupérer la lutte des travailleurs de Pompey et font de l'agitation contre le gouvernement. Il faut dire que le conseiller général PS invité, Antoine Troglie, ancien ouvrier de l'usine, n'a rien trouvé de mieux à leur répondre que, puisqu'ils étaient majoritaires au conseil général et qu'il y avait la décentralisation, c'était à eux de trouver des idées et des emplois.

● Qu'est-ce que tu penses d'une manifestation interprofessionnelle régionale ?

— Les secteurs interpro sont interpellés. Il y a eu une manif interpro en juillet à Nancy qui a rassemblé relativement peu de monde et il faut en tenir compte. Tant que les autres secteurs ne nous disent pas : ça y est, le climat y est, on refuse de prendre le risque d'aller à Nancy pour être 2 000.

● Qu'est-ce que tu penses de l'idée d'une marche sur Paris avec interpellation directe des députés du PC et du PS comme l'ont fait ceux de Rehon la semaine dernière après avoir retourné le bureau de Lévy, le P-DG d'Usinor ?

— On ne va pas opposer les formes d'action entre elles. Aujourd'hui, tu as une gestion PC-PS, tu as le lourd bilan de la droite, tout le monde doit nous rendre des comptes, mais c'est en fonction de la mobilisation des gars.

Le gouvernement s'est prononcé. Chevènement a dit : « Les plans d'Usinor et de Sacilor, c'est bien. »

C'est plus difficile de se battre à partir du moment où les décisions sont entérinées, mais on va se battre quand même.

Propos recueillis par Charles Suze

Pour le pouvoir d'achat, pour l'emploi

Pour la défense de leur emploi, les travailleurs de la construction navale de Brest sont en lutte. Comme eux, les sidérurgistes montrent leur rejet du plan acier. A côté de ces exemples connus, il serait faux d'oublier quelques centaines d'autres conflits. A Largentière (Ardèche), pour le maintien de la mine. A l'usine Coupefil de Bondy, contre la fermeture...

Pour la défense du pouvoir d'achat, ceux de Ci-

troën, de même ne sont pas seuls à prendre l'arme de la grève. Ainsi chez Tati à Paris, ou à l'usine UNIC-Fiat de Trappes (Yvelines). Dans ce dernier cas, la direction avait pris, en juin dernier, l'engagement d'une augmentation de 450 francs ; et elle n'en accorde que 150 aujourd'hui : au nom du « blocage » bien sûr !

Ces mouvements dans le secteur privé montrent qu'une vague de luttes contre les décisions

d'austérité se développe dans les entreprises. Les travailleurs veulent obtenir tous ce qui était promis. Ils se refusent à accepter une diminution de leur pouvoir d'achat.

Ces luttes, mêmes dispersées, viennent donc rappeler quelles décisions les travailleurs étaient en droit d'attendre de la majorité : l'interdiction des licenciements, une véritable garantie du pouvoir d'achat.



► CITROËN-LEVALLOIS

Lutte contre la remise en cause des acquis salariaux

A Citroën-Levallois, la question des salaires est à la base de la quasi-totalité des conflits. Le 3 septembre, un débrayage a eu lieu et dix jours plus tard un meeting au changement d'équipes.

Jeudi 30 septembre, la feuille de paye arrive avec de nouvelles amputations dues en particulier à l'avancement de la date de la paye. Mais pour l'immense majorité, l'affaire est claire : s'il y avait eu l'augmentation et les primes prévues, le salaire ne serait pas aussi bas.

Cette fois, l'indignation ne peut plus être contenue par les militants et sympathisants PCF qui expliquent depuis le début du mois qu'il faut attendre la fin du blocage et que la direction veut provoquer les travailleurs pour les retourner contre le gouvernement.

Les militants révolutionnaires, eux, expliquent qu'au contraire ce sont les reculades du gouvernement qui favorisent la droite en permettant

aux patrons de faire les poches des travailleurs, qu'il faut donc reprendre la lutte.

Jeudi matin, la grève démarre sur les chaînes de finition avec les délégués de chaînes et une partie des délégués de la CGT. Elle s'étend très rapidement à l'ensemble de l'entreprise, le nombre de grévistes dépassant celui de la grève de mai. La direction refuse les revendications et propose une prime de 400 F (100 F de plus qu'à Aulnay), soit remboursable, soit à valoir sur la négociation salariale qu'elle accepte d'ouvrir le 7 octobre, uniquement pour Levallois.

Les travailleurs refusent la proposition et veulent une augmentation ferme. Ils repoussent aussi la proposition de reprise du travail faite par la direction de la CGT. Martelant sur la provocation que constitueraient les retenues de salaires à l'occasion de l'ouverture du Salon de l'auto, la reprise du travail sera la préoccupa-

tion constante de la direction de la CGT.

Finalement, vendredi, elle emmènera 300 travailleurs à la bourse où un responsable de la FTM, un de l'USTM, un de l'union locale, un de Renault, se succéderont pour expliquer que « la CGT pense qu'il faut reprendre le travail ». L'assemblée se dispersera sans vote, le sentiment dominant restant le désarroi. La grève sera arrêtée lundi.

La direction rappelait les délégués après cette assemblée pour leur proposer des heures supplémentaires à effectuer le samedi sur la base du volontariat avec une prime de 200 F en plus. Proposition présentée comme une victoire par la direction de la CGT le lundi, au moment où la direction laissait entendre au CE du mercredi 29 qu'il y aurait peut-être du chômage à Levallois !

Ce conflit illustre bien ce qu'entend être la politique de la CGT au-

jourd'hui. Le fait qu'elle ait « couvert » la grève à l'extérieur alors qu'elle s'y opposait dans l'entreprise montre ses difficultés à affirmer publiquement sa politique de refus absolu de mobilisations sérieuses pour les salaires. Par ailleurs sur Citroën, comme sur Talbot, la CGT entend faire la démonstration au patronat de son contrôle sur les travailleurs. Quand la direction de la CGT juge que la place qu'on lui accorde est insuffisante, elle peut saisir l'occasion pour faire mal au patronat. Quand elle veut défendre une politique, elle peut s'opposer aux travailleurs et aider le patronat.

La négociation du 7 constitue une nouvelle échéance, et rien ne dit que la direction de la CGT pourra empêcher une nouvelle réaction des travailleurs si les résultats sont insuffisants.

F. Castello

► BREST

Luttes à la réparation navale

• De nos correspondants

UNE activité importante du port de Brest, équipé pour recevoir et réparer les pétroliers jusqu'à 530 000 tonnes : la réparation navale. La corporation regroupe mécaniciens, tôliers, chaudronniers, électriciens et caréniers, de 1 500 à 2 000 métallos répartis entre une dizaine d'entreprises, d'inégale importance.

Mais voilà la crise. La taille des navires, la réduction de la quantité de pétrole transporté, le fait aussi que les armateurs rognent sur leurs frais d'exploitation en réparant moins souvent leurs navires, ou bien en les faisant réparer dans des pays où la main-d'œuvre est moins chère, tout cela fait que c'est le marasme et que tombent les licenciements.

Bien sûr, dans cette affaire, il y a aussi sans doute des opérations politiciennes pas très propres. Par exemple, celle qui consisterait à mettre la municipalité de gauche en difficulté juste avant les élections. N'oublions pas que la gauche a arraché la mairie avec seulement 36 voix d'avance sur la droite. Les patrons de la Chambre de commerce, grands maîtres de la réparation navale à Brest, n'ont pas encore digéré la pilule.

Toujours est-il que l'action s'est engagée tout de suite et très durement. La CGT est hégémonique dans ces entreprises. La première touchée par les licenciements (38) l'Electric-Flux, a tout de suite été occupée, mais chacun savait déjà que l'objectif visé par les patrons était de

réduire la totalité des effectifs de la corporation de 30 %. La grève s'est étendue à l'ensemble des boîtes concernées. Pendant quarante-huit heures le port fut totalement bloqué, puis le ministre de la Mer a accepté de recevoir une délégation, à conditions que le blocus soit levé. Les responsables de la CGT ont accepté de lever les barrages, mais lorsqu'ils ont tenté d'expliquer leur décision à l'assemblée générale, pas un d'entre eux n'a réussi à s'exprimer. C'était à n'en pas douter une décision populaire. Néanmoins, l'élan étant brisé, le port fut libéré le lendemain.

Renflouer ?

Au retour de Paris, la délégation annonce que le ministre de la Mer interdit les licenciements et fait venir en réparation un pétrolier de 130 000 tonnes à la fin du mois d'octobre.

La CGT organise le pot de la victoire sur la place, devant la Maison du peuple. Il y a de l'ambiance, et ça chante « on a gagné ». Eh oui, il n'y a pas que les « verts » qui gagnent.

Pas de chance, le patron de l'Electric-Flux, premier concerné, refuse d'appliquer les décisions du ministère et maintient les licenciements. Encore une veine que les travailleurs de la boîte, pas trop confiants, n'avaient pas accepté de reprendre le travail avant d'avoir un accord signé. Puis, le sieur Chotard, deuxième du CNPF, vient en catastrophe dans le Finistère, et le lendemain matin, deux entreprises de carénage (pein-



Manifestation à Brest

ture des coques de navires) déposent leur bilan. Tout est remis en cause. Il apparaît que l'arrosage était pour le moins prématuré.

Pour le patronat, c'est maintenant une tactique qui se généralise. Si les licenciements ne sont pas acceptés, on dépose le bilan, on nomme un syndic qui trouve un nouvel acquéreur mais à condition qu'il y ait moins de monde dans la boîte et le tour est joué.

Sur le plan de l'action, la CGT, nous l'avons déjà vu, seule organisation sur le secteur, a donc la haute main sur toute l'affaire. Au plan local, la CFDT ne se mouille pas, elle semble attendre que la CGT se casse les dents pour venir ensuite proposer ses prothèses. Mais voudrait-elle participer à l'action qu'elle ne le pourrait pas car la CGT a bien prévu que c'était une grève à elle et que tout soutien venant de l'extérieur ne serait accepté qu'à la condition qu'il ne soit pas unitaire. Si d'aventure, des entreprises venaient avec des banderoles autres que celles de la CGT, elles seraient immédiatement refoulées. C'est vrai que le sort des métallos est intéressant, mais il ne faut pas oublier de marquer des points pour les élections prud'homales.

Vendredi 1^{er} octobre grève interpro de soutien à Brest. Seulement grève CGT, un bon millier de partici-

VIENT DE PARAITRE

Critique Communiste
revue mensuelle
de la
Ligue Communiste Révolutionnaire
(Section française de la IV^e Internationale)

12 octobre 82 / 10 fr.

REMBOURSEMENT DE L'IVG,
COMME PROMIS !

L'INFLATION PERMANENTE
points de repères

prix, salaires, austérité
REMISE EN CAUSE DE L'INDEXATION
EN FRANCE ET ECHELLE MOBILE

**MENACES DE GUERRE ET
LUTTES POUR LE SOCIALISME**

rentrée scolaire
QUELLES REFORMES POUR L'ECOLE ?

Dossier

ELECTIONS ET RUMEURS DE PUTSCH EN ESPAGNE

UN an et demi après l'assaut d'un groupe de gardes civils, disposant d'importantes complicités, contre les Cortes, les peuples de l'Etat espagnol ont de nouveau les yeux fixés sur leur armée. Le 2 octobre, le ministère de la Défense annonçait l'arrestation de trois colonels de l'armée de terre qui projetaient un coup d'Etat pour le 27 octobre, la veille des élections anticipées qui doivent renouveler la chambre des députés et le Sénat. Comme pour le putsch du colonel Tejero, ce qui semblait au départ n'être qu'une action d'opérette fomentée par quelques nostalgiques du franquisme s'avère au fil des jours être une conjuration de grande ampleur. Une centaine d'officiers seraient impliqués à divers titres dans cette nouvelle tentative qui aurait été préparée en étroite liaison avec les comploteurs du 23 février 1981 et avec l'extrême droite civile.

La même leçon saute une nouvelle fois aux yeux. Sept ans après la mort du caudillo, l'appareil d'Etat formé par la dictature n'a pas changé. Accédant au pouvoir dans le cadre de nouvelles institutions monarchiques et parlementaires, la droite se garda bien d'épurer l'armée et les corps répressifs. Mieux, elle entérina systématiquement les propositions de nomination formulées par la hiérarchie militaire, même au niveau le plus élevé et dans les académies d'enseignement. C'est comme cela qu'on a vu récemment un officier compromis le 23 février se retrouver capitaine-général d'une région militaire. Il faut aux socialistes espagnols la confiance béate dans la légalité, dont seuls peuvent faire preuve les réformistes, pour affirmer aujourd'hui : « L'armée est une des institutions de la démocratie et a des fonctions parfaitement définies dans la Constitution, fonctions qu'elle accomplit avec responsabilité et en respectant la légalité. »

LA classe dominante est actuellement affectée par une grave crise de direction. Le régime et le gouvernement ont accumulé les échecs, notamment en matière économique et dans le délicat domaine des nationalités. La formation gouvernementale, l'UCD, a subi un processus de décomposition et d'éclatement qui a contraint le Premier ministre, Leopoldo Calvo Sotelo, à dissoudre le Parlement. Les « pouvoirs de fait » (armée, police, administration, milieux d'affaires, banque, Eglise...) sont dès lors amenés à jouer un rôle accru sur la scène politique. On a vu récemment des dirigeants patronaux fonder leurs propres partis. L'épiscopat est intervenu dans la campagne électorale pour appeler les Espagnols à voter en faveur des partis respectant les « valeurs fondamentales ».

Tous les sondages laissent prévoir une confortable victoire du Parti socialiste (PSOE), le 28 octobre. Celui-ci a tout mis en œuvre pour rassurer les possédants. Son programme prétend s'attaquer aux « habitudes » en évitant soigneusement de parler de réformes de structures. Il ne propose d'étatiser que l'électricité. Pour combattre le chômage, il propose des mesures aussi « subversives » que la diminution des cotisations patronales à la Sécurité sociale. Felipe Gonzales, le leader du PSOE, a multiplié depuis plusieurs mois les rencontres avec les chefs d'entreprises et les généraux. Cela ne pouvait pourtant pas désarmer des secteurs pour lesquels la venue aux affaires d'un parti ouvrier, quel que soit son programme, constitue une revanche sur 35 ans de dictature. « L'Espagne pue le marxisme », vient de déclarer Tejero, ajoutant que « la seule solution est de les jeter dehors ».

DANS l'immédiat, ces événements ont des conséquences précises. Ils alimentent une campagne de peur dans l'opinion qui peut être d'autant plus efficace que 40 % des électeurs affirment n'avoir pas encore arrêté leur choix. Il n'est d'ailleurs pas exclu que les autorités aient sciemment cherché à donner à cette affaire la résonance maximum. La polarisation des forces va en être accentuée. Le plus dur des partis de droite, l'Alliance populaire de l'ancien ministre de Franco, Manuel Fraga, en sera le principal bénéficiaire. Enfin, ce complot va essentiellement alimenter les pressions sur les directions réformistes pour les contraindre à fournir toujours plus de garanties et à infléchir encore leur politique vers la droite.

Pour la classe ouvrière, le seul résultat risque d'être l'approfondissement de la confusion et de la désorientation. On se souvient que le 23 février, le mouvement de masse avait été incapable de réagir aux menées des factieux. Depuis cette date, les partis de gauche ont constamment joué de cette menace pour dissuader les secteurs les plus combattifs de défendre avec audace leurs intérêts les plus élémentaires. Que se passerait-il maintenant si les putschistes concrétisaient leur projet ?

Christian Picquet

• Au 81e Congrès du Labour, la direction tente d'imposer un recentrage à l'anglaise



Un congrès de Labour Party. Au centre Michael Foot.

GRANDE-BRETAGNE L'offensive de la droite travailliste

COMME chaque année, le début de l'automne en Grande-Bretagne voit se succéder les congrès des grandes formations politiques. Du 27 septembre au 1^{er} octobre, le Labour Party a inauguré le cycle en tenant ses 81^e assises à Blackpool. Celles n'avaient pourtant pas un caractère de routine. Le parti traverse en effet une de ses plus graves crises. Alors que la gestion de Margaret Thatcher aggrave les difficultés économiques du pays et se traduit chaque mois par des dizaines de milliers de chômeurs supplémentaires, les conservateurs caracolent en tête des sondages d'opinion.

Il s'agit là de la conséquence la plus directe de la guerre des Malouines. S'interdisant de critiquer cette expédition coloniale, les travaillistes ont entamé leur crédibilité et leur image de force alternative, donnant du même coup un nouveau souffle à la réaction. Mais le reflux dans l'opinion reflète aussi une grave crise d'orientation.

Celle-ci s'est manifestée par l'apparition d'une aile gauche, disposant de points d'appui dans les syndicats et qui parvint en 1981 à imposer la révision des normes de fonctionnement qui consacraient jusque-là la prééminence du groupe parlementaire au mépris de la démocratie la plus élémentaire. Dans le même temps, le parti se dotait d'un programme romptant sur de nombreux points avec la logique de la collaboration de classes : rejet de toute police des salaires en cas de victoire électorale, retrait du Marché commun, désarmement unilatéral, etc. Tony Benn, principal inspirateur de cette évolution, obtint même l'an dernier 49 % des suffrages lorsqu'il présenta sa candidature au poste de leader-adjoint.

Reprise en main

Les notables ne pouvaient laisser se poursuivre une telle dynamique. D'autant que tout laisse à penser que les élections générales se dérouleront avant leur terme normal, probablement à l'automne prochain. Dans cette perspective, ils veulent démontrer à la bourgeoisie britannique que le Parti travailliste est redevenu une force cohérente, fonctionnelle au système bipartisan qui gouverne traditionnellement le pays. Cela passe évidemment par l'élaboration d'un programme conforme à cet objectif et épuré des propositions que la gauche y a fait inscrire.

Dans l'immédiat, un tel but suppose une reprise en main, une modification des rapports de forces internes. C'est le sens de l'offensive lancée par Michaël Foot et Denis Healey, respectivement leader et leader-

adjoint contre la tendance Militant. Celle-ci représente le courant d'opposition le plus structuré. Issu d'une scission de la IV^e Internationale, au milieu des années soixante, il compte quelques milliers de membres, dispose d'une soixantaine de permanents et contrôle l'organisation de jeunesse ainsi que plusieurs sections territoriales (qui regroupent les adhérents au seul parti).

Cette fraction s'est cependant isolée des autres courants de gauche par ses pratiques sectaires et ses orientations opportunistes. Elle réduit son projet à une extension progressive de son influence. Ce que Ted Grant, son principal dirigeant, résume de cette phrase : « *Quand le parti et les syndicats seront contrôlés par les marxistes, une transformation pacifique de ce pays sera rendue possible.* » Cette ligne a rendu le groupe incapable de dépasser le stade d'une opposition verbale et de formuler, face aux principales échéances politiques, des propositions d'action en direction de larges fractions du Labour et des Trade Unions.

La bataille à l'exclusion de la tendance Militant présentait pour la droite travailliste un double avantage. D'abord, elle évitait un affrontement de ligne à l'issue incertaine compte tenu du poids de la gauche dans de nombreux secteurs. En second lieu, elle permettait de jeter les bases d'un processus visant à bâillonner à l'avenir les autres sensibilités contestataires. La direction proposait pour cela l'enregistrement de tout regroupement au sein du parti qui devra obligatoirement faire connaître ses buts, sa plate-forme et ses structures d'organisation pour recevoir l'aval du comité exécutif.

Les notables ont dans ce domaine remporté une nette victoire, grâce à l'appui de la bureaucratie du TUC. Les syndicats, avec 40 % des mandats, pèsent en effet d'un poids déterminant dans les congrès du Labour. Et leurs dirigeants peuvent, grâce à la procédure du vote bloqué, disposer de la totalité des suffrages de leur organisation. L'action conjointe des parlementaires et des syndicats les plus droitiers a ainsi permis de faire ratifier l'exclusion de la tendance Militant et, dans la foulée, de modifier la composition de l'exécutif national où la gauche ne dispose plus désormais que de 12 sièges contre 17 à ses adversaires.

Des rapports de forces incertains

La droite pourra-t-elle pour autant poursuivre sa tentative de recentrage et expulser en masse les indésirables ? Rien n'est moins sûr. D'une

part, une telle procédure entraînerait de nombreux conflits avec les sections de base, ce qui ne pourrait manquer d'avoir de désastreuses conséquences à l'approche des élections. Ensuite, les rapports de forces internes demeurent incertains, comme en témoignent certaines des résolutions adoptées à Blackpool.

Le congrès s'est, par exemple, prononcé à une très large majorité pour la fermeture de toutes les bases nucléaires britanniques ou américaines, a réaffirmé son engagement en faveur d'un désarmement unilatéral et son opposition au déploiement des missiles Cruise. Il préconise également la nationalisation des 25 plus grandes entreprises industrielles. Ce n'est qu'à une très faible majorité que la direction a pu faire repousser une motion favorable à la nationalisation des banques.

On est donc encore très loin de l'objectif que se fixent Foot et Healey. La presse bourgeoise ne s'y est d'ailleurs pas trompée, en accueillant avec le plus grand scepticisme les résultats du congrès. L'éditorialiste du *Times* écrivait notamment : « *Un départ a été donné à Blackpool, mais il n'est pas encore prouvé que cela traduit une volonté et une capacité d'aller plus loin qu'un simple ravalement de façade dans le cadre de la préparation des élections.* »

Il reste que les résultats du congrès n'aideront en rien la classe ouvrière à trouver la voie d'une riposte de masse aux attaques de Thatcher. Le succès de la grève générale d'une heure appelée le 22 septembre en soutien à la lutte des agents hospitaliers montre pourtant ce qu'attendent les militants. En dépit d'une législation antisyndicale qui interdit les actions de solidarité, des millions de travailleurs ont cessé le travail, paralysant des régions entières et de nombreux secteurs comme les mines, la presse, les transports londoniens, les postes...

Une nouvelle et brutale offensive contre les travailleurs se prépare. Le 17 septembre, l'hebdomadaire de la City, *The Economist*, révélait le contenu d'un plan gouvernemental visant à réduire ou à geler les dépenses de l'Etat concernant la Sécurité sociale, l'éducation et à démanteler le service national de santé. Polarisés par leurs préoccupations électoralistes, il y a fort à parier que les chefs du Labour et des syndicats laisseront passer ces nouvelles mesures scélérates. Or, l'expérience récente l'a prouvé, laisser les mains libres à la dame de fer, c'est encore le plus sûr moyen de faire le lit des conservateurs lors de la prochaine consultation.

Christian Picquet

RFA : LA FAILLITE D'UN MODELE

•Après 13 ans de coalition avec les libéraux, la bourgeoisie s'est débarrassée de Schmidt. Pour les travailleurs c'est l'occasion de tirer le bilan de la gestion sociale-démocrate

AINSI donc, Helmut Schmidt est tombé le 1^{er} octobre, victime d'un retournement d'alliance au Bundestag, ses partenaires libéraux (FDP) ayant décidé de former un nouveau bloc avec les chrétiens-démocrates (CDU-CSU). Treize ans de règne de la social-démocratie allemande s'achèvent de cette façon peu glorieuse, ce qui ne peut manquer d'avoir d'importantes conséquences en Europe occidentale. Avec son million d'adhérents et ses seize millions d'électeurs en 1980, le parti du chancelier faisait en effet figure de modèle.

Le modèle en question prit forme en 1959 au congrès de Bad-Godesberg quand le SPD abandonna toute référence à la lutte des classes, aux nationalisations, à la conception de classe de l'Etat, se définissant comme un « parti populaire » semblable aux autres partis et accepta l'économie de marché. Par là, les dirigeants réformistes jetaient les bases d'un projet de gestion ouverte de l'ordre capitaliste, dont la crédibilité reposait sur une étroite liaison avec la Confédération des syndicats (DGB, 7,6 millions de membres) présentée comme une garantie du consensus social. Ce dernier thème fut d'ailleurs repris en permanence par l'état-major du SPD. En 1977, Willy Brandt affirmait par exemple: « Les chefs d'entreprise devraient être assez intelligents pour comprendre que c'est précisément avec un gouvernement commun SPD-FDP que nous avons un haut niveau de paix sociale, et même le plus haut niveau selon des observateurs étrangers. »

Dans la logique de Bad-Godesberg, le parti en vint à ne même plus faire allusion, dans son programme, au combat contre les inégalités sociales mais se contenta de parler vaguement de la nécessité d'introduire davantage de justice. Leur orientation devait nécessairement amener les chefs sociaux-démocrates parvenus au pouvoir à rechercher la conciliation à tout prix avec le monde des affaires. Un article de la revue ouest-allemande *Capital*, en décembre 1977, reflétait bien leur état d'esprit: « Le chancelier Schmidt est venu au pouvoir avec le SPD, parti des travailleurs, contre la CDU, parti des entrepreneurs. Mais depuis, le chef d'Etat social-démocrate entretient avec les patrons et les grandes banques un rapport d'intimité que n'a eu aucun chancelier chrétien-démocrate avant lui. »

Miroirs aux alouettes

Comment, dès lors, s'étonner que les « vastes réformes » promises initialement par Brandt n'aient jamais vu le jour? Certes, durant ses premières années d'exercice, la coalition SPD-FDP élimina certains aspects anachroniques du capitalisme allemand et modernisa la législation sur des questions telles que le divorce, l'avortement, le système éducatif et sanitaire, les transports, etc.

Très vite, la crise internationale se faisant plus aiguë et commençant à toucher la RFA, on se contenta de « réformes qui ne coûtent rien », pour reprendre les propos d'un ancien ministre de l'Economie, Karl Schiller. On se garda bien de modifier, si peu que ce soit, la répartition des richesses. Aujourd'hui comme hier, 1,7 % des ménages détiennent 74 % des moyens de production. On abandonna toute perspective de modifier le système fiscal, et surtout, on mit en œuvre une politique visant à faire peser sur les travailleurs le fardeau de la restructuration de l'économie. Entre 1970 et 1976, la



Helmut Schmidt, lors d'un meeting électoral en 1980.

charge fiscale d'un salarié a augmenté deux fois plus vite que son traitement brut. L'impôt sur les salaires finance actuellement le tiers des recettes du fisc contre 9,6 % en 1950.

Ce « réalisme » fut officiellement justifié par la mise en place de mécanismes institutionnels censés ouvrir une ère de « démocratie économique ». Celle-ci devait en particulier apporter « l'égalité de droits et de poids entre travailleurs et actionnaires ». Dans la pratique, ces beaux projets ne servirent qu'à empêcher la classe ouvrière d'agir pour défendre ses propres intérêts. Sous le nom d'« action concertée », des rencontres régulières entre patronat et syndicats furent organisées dès 1967, sous la houlette de l'Etat. Ces procédures eurent pour principal effet de faire passer plus efficacement la diminution des revenus ouvriers et les licenciements, lors des périodes de récession (1967-1969, 1975-1976). C'est au nom de la même « concertation » que les organisations de la DGB acceptent depuis deux ans des augmentations de salaires nettement inférieures au rythme de l'inflation.

C'est surtout la cogestion ou codétermination (Mitbestimmung) que les sociaux-démocrates ont présentée comme une première application de leurs thèses. En 1976, une loi instituait des conseils de surveillance paritaires dans les entreprises de plus de deux mille employés. Cependant, la présence obligatoire, dans la représentation des salariés, d'un cadre (qui vote en général comme les patrons) assure *ipso facto* une majorité au capital. De plus, le président du conseil d'administration, toujours choisi parmi les actionnaires, a pouvoir de décision en cas de litige. En fait de parité, cette législation n'entama donc aucune des prérogatives patronales.

Au profit de l'impérialisme allemand

La politique de Brandt, puis celle de Schmidt, ont, au bout du compte, facilité la course effrénée des monopoles à la rentabilité et permis à la RFA de consolider son rang de deuxième puissance impérialiste. Les chiffres sont éloquentes. De 1971 à 1977, les cinq premiers groupes alle-

mands (Hoechst, BASF, Bayer, Thyssen et Siemens) ont augmenté leur chiffre d'affaires de 59 % et leurs profits nets de 58 %. Parallèlement, le processus de concentration, avec son cortège de licenciements, s'accélérait: de 65 fusions d'entreprises en 1965 à 554 en 1977. Grâce à la diminution des coûts salariaux, aux restructurations industrielles et aux subventions généreusement accordées par le gouvernement fédéral, les firmes exportatrices ont pu maintenir leur compétitivité sur le marché mondial. C'est ainsi qu'en pleine récession, la balance commerciale a pu, en 1981, enregistrer un excédent de 27,8 milliards de deutschmarks (contre 8,9 milliards l'année précédente).

De son côté, l'« Ostpolitik », à laquelle les sociaux-démocrates ont attaché leur nom, permit d'adapter la position internationale de la bourgeoisie allemande à sa puissance industrielle et financière. Elle lui ouvrit de gigantesques marchés en Europe de l'Est, notamment en RDA et renforça en retour sa position au sein de la CEE. Enfin, les firmes d'outre-Rhin ont pu faire face à la dépression mondiale dans un climat exceptionnel de paix sociale.

Les leçons d'un échec

Quelle qu'ait pu être son action au sommet de l'Etat, le SPD n'a jamais été considéré par la classe dominante comme son parti. Car les liens avec la classe ouvrière, s'ils se sont révélés être, en période d'expansion, un facteur de stabilité, lui apparaissent également lourds de risques au moment où il faut liquider des conquêtes sociales majeures pour permettre aux chefs d'entreprise de faire face à une concurrence exacerbée.

Schmidt a pu, ces dernières années, faire le maximum de concessions à ses alliés libéraux qui, encouragés par les milieux d'affaires, exigeaient des coupes claires dans les dépenses publiques, une réduction du système de protection sociale et une diminution du pouvoir d'achat des masses. Il ne pouvait néanmoins s'engager trop profondément dans une voie qui risquait de lui aliéner le soutien des syndicats et d'une partie de la classe ouvrière, ruinant du

même coup son « projet de société ». « Nous savons que c'est en nous que des millions de travailleurs placent leurs espoirs », indiquait le chancelier dans son discours d'adieu, exhortant ses adversaires à ne pas réduire « encore davantage les impôts pour les entrepreneurs dont la situation fiscale est déjà très favorable ».

Malgré une majorité chaque jour plus précaire, et alors que depuis quelques années le patronat manifeste sa volonté de remettre en cause les bases mêmes du consensus (allant jusqu'à démanteler pratiquement la loi sur la cogestion), le SPD avait pu toutefois se maintenir au pouvoir, profitant de la crise qui frappe les chrétiens-démocrates. Ecartelés entre une aile « libérale » et un cou-

rant ultra-réactionnaire, ces derniers n'avaient pu (jusqu'à présent) constituer une alternative de gouvernement. L'arrêt de la croissance en 1982, la chute des investissements, la multiplication des faillites — dont la plus spectaculaire est celle d'AEG Telefunken, 16^e entreprise allemande par le chiffre d'affaires — ont poussé la bourgeoisie à précipiter les événements et à mettre fin à une expérience qui n'était plus adaptée à la défense de ses intérêts. De la même façon qu'elle avait utilisé le FDP pour infléchir la politique du cabinet Schmidt, elle se servit de ce parti pour chasser les sociaux-démocrates.

La chute de Schmidt consacre donc l'échec d'une des principales politiques de collaboration de classes appliquées sur le vieux continent. Les militants du SPD en voient maintenant les résultats. Leur parti, loin de renforcer son audience, est affaibli. Incapable de présenter une réelle alternative face à la crise, il n'a pu conserver l'électorat gagné autrefois sur la CDU-CSU. A l'inverse, des centaines de milliers de jeunes et de travailleurs, déçus et exaspérés par les compromissions répétées de Schmidt, s'en sont détournés et apportent massivement leurs suffrages aux « verts » (écologistes) qui sont en passe de devenir la troisième force politique nationale.

En outre, la classe ouvrière qui, au nom du « réalisme », s'est vu imposer une dégradation de ses conditions d'existence, se trouve maintenant dans les plus mauvaises conditions pour faire face aux nouvelles attaques que le changement de gouvernement ne manquera pas d'entraîner. La transformation du paysage politique risque fort, dans ces conditions, d'accélérer les déchantements à l'œuvre au sein du mouvement populaire et de donner raison à Peter Glotz, le secrétaire général du SPD, qui indiquait, il y a quelques mois: « A long terme, je pense que le consensus sera de plus en plus difficile à maintenir. »

Christian Picquet



Pour les socialistes européens, l'Allemagne de Schmidt faisait figure de modèle. Ici, Willy Brandt, le président du SPD, en compagnie de François Mitterrand.

LIBAN

Mêmes objectifs sous d'autres uniformes

• Contre les Palestiniens et les forces progressistes, l'armée libanaise prend le relais de Begin. La force multinationale lui prête main-forte.

ALORS que les dernières unités israéliennes se retireraient de la capitale libanaise et se regroupaient dans ses abords immédiats, les informations se sont multipliées ces jours derniers sur le carnage de Chatila et Sabra. Sur son ampleur, horrible, d'abord : ce sont de deux à trois mille Palestiniens qu'ont assassinés les « milices » chrétiennes, tandis que des milliers d'autres étaient blessés et mutilés... Sur les responsabilités, évidentes, ensuite : les éventuelles conclusions de la commission d'enquête, finalement acceptées par Begin et Sharon, ne pourront que confirmer la responsabilité israélienne. Le massacre a été préparé dans des réunions auxquelles assistaient des officiers de haut rang de Tsahal et il n'a pu se dérouler qu'avec l'active complicité des détachements israéliens stationnés à proximité immédiate des camps mis à feu et à sang. Les témoignages, y compris de militaires israéliens et de journalistes américains, sont trop précis, trop concordants, pour que le moindre doute soit permis. Le dossier publié par le magazine américain *Time* (numéro du 4 octobre) est, à cet égard, accablant.

Dans Beyrouth en ruines, solennellement déclarée « réunifiée » par Amine Gemayel, les troupes françaises, italiennes et américaines de la prétendue « force multinationale de paix » occupent désormais les positions abandonnées par l'armée sioniste. L'essentiel de leur mission « temporaire » consiste maintenant à « aider à la restauration

de l'autorité de l'Etat libanais ». En d'autres termes, pour être plus concret et aseptique, il s'agit de faciliter et d'appuyer le déploiement et l'installation de l'armée d'Amine Gemayel dans le secteur ouest de Beyrouth.

A nouveau la terreur

Forts de ce véritable blanc-seing impérialiste, les militaires libanais n'ont pas tardé à passer à l'action. Selon le correspondant à Beyrouth du *Washington Post*, ils ont, depuis quelques jours, mené des opérations d'encerclement de zones peuplées de Palestiniens, « semant à nouveau la terreur dans les camps de Chatila et Sabra » (*International Herald Tribune*, 4 octobre). Des arrestations massives ont eu lieu. « Le nombre exact est difficile à déterminer », explique le journaliste américain, car « certains ont été rapidement relâchés, d'autres ont été expulsés du pays, d'autres encore ont été transférés au camp de détention israélien d'Ansar au Sud-Liban ».

Selon un membre de l'état-major libanais, 578 « étrangers » en situation d'illégalité ont été expulsés du pays à la suite de ces opérations. Par ailleurs, l'ancien Premier ministre Saeb Salam, mandaté par des notables musulmans de Beyrouth-Ouest, a demandé audience à Amine Gemayel pour « l'informer de la disparition récente de 1 500 personnes ». Des collaborateurs de ce dernier ont d'ailleurs expliqué, avec un incroyable cynisme, que des « incidents » avaient pu avoir



lieu, mais qu'ils étaient finalement « normaux » vu la situation et qu'ils s'inscrivaient bien dans le cadre du « rétablissement de l'autorité de l'armée libanaise dans l'ensemble de la capitale ».

Cynisme d'autant plus révoltant — et inquiétant — que la presse libanaise elle-même a commencé à faire état d'un plan déjà discuté par le gouvernement et visant à réduire de 90 % le nombre des Palestiniens résidant au Liban. Ils sont aujourd'hui 500 000 ; ils ne devraient plus être que 50 000 d'ici deux ou

trois ans. La répression et la terreur répandues maintenant par les militaires libanais ne seraient-elles pas le début de la mise en œuvre d'un tel « plan » ? Tout permet de le craindre.

Lorsque François Mitterrand, lors de son allocution d'août, réclamait de l'OLP qu'elle abandonne ses armes, qu'elle se transforme en une « force politique », lorsqu'il décidait récemment d'envoyer à nouveau les troupes françaises à Beyrouth pour « faciliter le retour à la paix » en « renforçant l'autorité

de l'Etat libanais », avait-il conscience qu'ainsi il ne pouvait que contribuer à livrer un peuple réfugié et désarmé à de nouveaux bourreaux ?

Il est de plus en plus évident en tous cas que la « stabilisation du Liban » dans l'orbite impérialiste passe, pour ceux qui en sont chargés, par la poursuite sous d'autres uniformes, des objectifs que s'était fixés le gouvernement israélien en envahissant ce pays.

Jean-Pierre Beauvais

AFGHANISTAN

« Conseil » interviewe le Front uni national

Le premier numéro du *Conseil*, organe de nos camarades afghans, vient de paraître. Il n'est pas nécessaire de souligner l'importance de ce petit événement. Nous publions ci-dessous l'interview que l'un de nos camarades a pris de représentants du Front uni national. Nos lecteurs savent déjà que cette organisation représente l'aile gauche de la résistance afghane, dont les objectifs de classe sont nets et qui se refuse à toute soumission aux directions bourgeoises installées à Peshawar. Toutefois, comme nous l'avons déjà souligné, la tactique politique qui consiste à marquer cette opposition par le simple refus de subordination de l'« intérieur » par

l'« extérieur » nous semble grosse de confusions, dans la mesure où les moyens matériels de la lutte militaire se trouvent dans une grande mesure venir du Pakistan et que, de ce fait, les fronts doivent, au moins formellement, reconnaître l'autorité de l'Alliance de Peshawar. Tel est actuellement le cas du front du Pandjshir qui vient de remporter des victoires locales significatives sur les armées russes. Une telle reconnaissance politique ne peut pas, à terme, ne pas avoir de conséquences pratiques qui obligeront le Front uni à choisir entre « compromis d'union nationale » ou opposition politique clairement définie.

M. L.

• Le Front uni national est-il une organisation strictement urbaine (Gérard Chaliand prétend même que son audience ne dépasse guère les environs de Kaboul) ?

— Non ! Il faut examiner l'histoire de notre organisation de près. Après le coup d'Etat d'avril [contre Daoud en 1978] les différents groupes politiques qui étaient plus ou moins organisés se sont unis à des personnalités pour former le Front uni et, de cette façon, le FJN est né en mars 1979. Le Front uni, d'après ses ana-

lyses de la société et de la situation, a organisé des soulèvements et des manifestations dans les villes, par exemple, en 1979, nous avons organisé la révolte du quartier Tchenda-wol, à Kaboul, contre les postes de police, après l'intervention sauvage de l'armée. Il y a eu plusieurs centaines de morts. Ensuite, la révolte de la province d'Hérat a été écrasée pendant trois jours. Il y a eu plus de 30 000 morts. Après l'échec de ces soulèvements, le Front a analysé la situation et a conclu qu'il fallait changer de stratégie et faire passer

une partie de ses forces dans les campagnes.

En janvier 1981, le Front uni et le front du Paktia ont dirigé un important soulèvement, et les Russes ont subi une défaite notable. Un autre soulèvement a eu lieu dans la caserne de Hoseincote, avec la complicité des officiers. La presque totalité des armes russes ont été récupérées par le Front. Toutes ces révoltes et soulèvements ont renforcé le Front uni et ont donné beaucoup de courage à la population et à différentes organisations pour organiser d'autres soulèvements et, à la suite de cela, les Russes ont changé de tactique, et tous les soldats afghans ont été désarmés. De cette façon, le Front uni est devenu de plus en plus populaire. Mais comme les actions les plus importantes ont eu lieu à Kaboul, certains pensent que notre organisation est seulement urbaine.

• Que pensez-vous de l'union des différents partis de Peshawar ?

— A notre avis, l'impérialisme russe est une puissance très centralisée politiquement, économiquement, militairement, et même culturellement. Il est capable de poursuivre la guerre pendant des années sans être affaibli. Mais le peuple afghan peut se défendre en s'unissant, c'est-à-dire par une centralisation politique et économique qui débou-

che sur la centralisation du pouvoir militaire. De cette façon, l'on peut se battre contre les troupes soviétiques.

Cette unité est possible entre les moudjahidines à l'intérieur de l'Afghanistan. Les moudjahidines sont capables de résoudre les difficultés, les problèmes, de dépasser les obstacles à l'intérieur de l'Afghanistan.

La guerre a créé des problèmes et des difficultés, mais aussi des points communs dont la finalité est l'union.

Nous sommes contre toute union qui ne se fait pas à l'intérieur du pays. Nous pensons que notre peuple peut s'unir autour de trois mots d'ordre : libération nationale, démocratie et justice sociale.

Nous sommes partisans que, même dans les conditions de la guerre, la démocratie soit respectée et appliquée entre les différents partis et les différentes nationalités, et que, dans le domaine politique, la liberté de parole et de pensée soit respectée et appliquée, et que le peuple puisse juger librement les différentes idéologies.

Toute organisation qui demande l'unité populaire (nationale), le Front uni l'accepte dans ses rangs, et il est prêt à toute action commune dans le cadre des principes défendus par le Front.

• Pourquoi ces trois mots d'ordre ont-ils été choisis ?

— Ces trois mots d'ordre sont

des revendications du peuple afghan. Ils sont choisis parmi les revendications populaires existantes.

Aujourd'hui, notre peuple se bat mains et pieds nus et a utilisé tous ses biens pour la conquête de sa liberté. Alors il mérite bien la liberté et la justice sociale. Nous pensons que les gens qui n'acceptent pas ces trois mots d'ordre n'acceptent pas les revendications de notre peuple. Nous ferons tout pour que notre guerre soit empreinte de démocratie, car une action sans démocratie est contraire à l'intérêt du peuple. Sans démocratie, tous nos sacrifices deviendraient inutiles (...)

• Quel était le but de votre voyage en Europe ?

— C'était de faire connaître la nature de la guerre afghane (...) C'était aussi de faire entendre aux différentes organisations et partis politiques que, malheureusement, nous n'avons reçu aucune aide matérielle et soutien politique, et que les forces intérieures ont reçu très peu d'aide.

Le Front uni a besoin de votre aide ; d'aides de toute nature, même de produits alimentaires, car les familles des combattants martyrs vivent dans une situation matérielle difficile.

Nous avons besoin de votre aide matérielle et morale pour continuer notre combat pour la liberté et la justice sociale.

POLOGNE

ILS VEULENT LIQUIDER SOLIDARNOSC

• W. Frasnyniuk dirigeant clandestin du syndicat a été arrêté

UNE étape essentielle vient d'être franchie par la junte militaire polonaise dans son offensive contre Solidarnosc : le pouvoir a décidé de passer de la suspension à la délégalisation du syndicat. Il y a peu, le quotidien du parti affirmait : « Il n'y aura de retour à la vie publique ni pour les dirigeants de Solidarnosc engagés depuis la proclamation de l'état de guerre dans une conspiration contre les autorités, ni même pour le nom de Solidarnosc. »

Aujourd'hui, la publication du projet de loi sur les syndicats, qui doit être examiné par la Diète le 8 octobre, précise les choses : il n'y aura aucun autre syndicat que les syndicats officiels avant 1985, la reconnaissance du droit de grève est limitée à des « circonstances exceptionnelles ». Bien qu'attendue, la délégalisation de Solidarnosc est la dernière étape officielle sur la voie d'un retour à la situation antérieure à août 1980. Acculée par les manifestations du 31 août, la junte a abandonné ses hésitations et tente de porter un coup décisif à la résistance.

Une succession de procès

Cette mesure est, en effet, le point culminant d'une escalade répressive dans toutes les directions. Début septembre, cinq des principaux fondateurs du KOR (Comité d'autodéfense sociale), regroupement fondé après les révoltes ouvrières de 1976 et qui anima l'opposition entre 1976 et 1980 (J. Kuron, A. Michnik, J. Litynski, H. Wujek et J.-J. Lipski) étaient arrêtés pour « tentative de subversion et de renversement par la force du régime de la Pologne populaire ». « Arrêtés », cela veut dire sortis des camps d'internement, où ils étaient déjà enfermés, pour être officiellement inculpés et placés, en attendant l'ouverture des procès, dans des conditions de détention plus difficiles.

Le but de Jaruzelski était clair : tenter de se servir du KOR pour diviser le mouvement. Mais comme le souligna, immédiatement, la commission provisoire de coordination du syndicat : « Cette mesure ouvre la voie à d'autres procès, montés de toute pièce et visant à éliminer de la vie sociale pour de longues années les militants du syndicat. L'affaire du KOR n'est qu'un début. D'autres internés seront ensuite appelés à comparaître devant les tribunaux. » Et déjà, les procès se suivent et se ressemblent : pour une distribution de tracts, pour la participation à une grève ou une manifestation, le tarif est de 4 à 10 ans de prison.

La répression vise spécialement les dirigeants reconnus du mouvement : M. Krupinski, vice-président de la commission nationale de Solidarnosc, condamné à trois ans et demi de prison ; R. Romaczewski, organisateur de Radio-Solidarnosc à Varsovie et membre de la coordination régionale clandestine, arrêté après les manifestations du 31 août et aussitôt inculpé ; Anna Walentynowicz, dirigeante de la grève

d'août 1980 à Gdansk, à présent poursuivie pour avoir organisé la grève des chantiers du 13 au 16 décembre 1981, est soumise à un traitement psychiatrique forcé...

Face à ces nouvelles menaces pesant sur Solidarnosc, la solidarité est un facteur décisif. Les centrales syndicales françaises ont, désormais, une responsabilité accrue.

Wladyslaw Frasnyniuk, enfin, l'un des quatre dirigeants de la coordination clandestine nationale (TKK) de Solidarnosc, vient d'être arrêté. C'était non seulement l'une des figures nationales les plus en vue du mouvement de résistance clandestine depuis la proclamation de l'état de guerre.

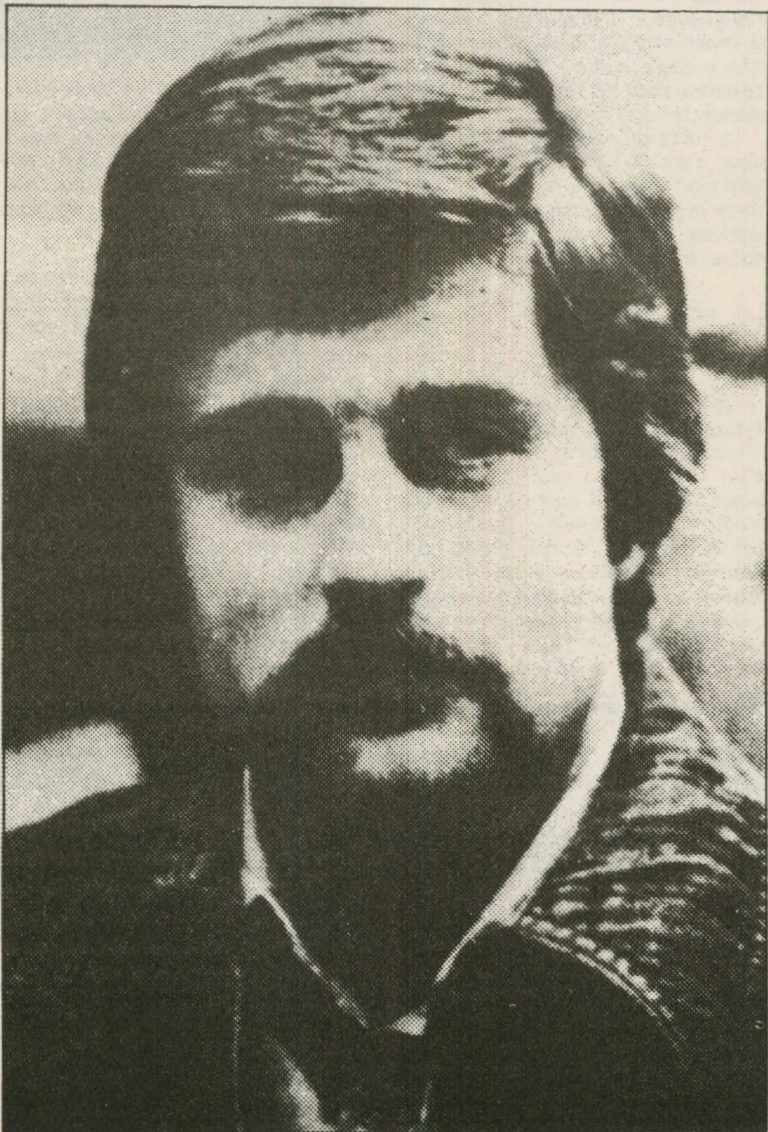
C'était aussi celui, parmi les dirigeants de la TKK, qui avait adopté les positions politiques les plus

combatives et les plus claires sur la question de l'avenir du mouvement et sur la nécessité de se préparer à une grève générale en vue d'un affrontement avec le pouvoir.

Son arrestation, au moment même où la junte annonce la délégalisation de Solidarnosc, représente l'un des coups les plus durs qu'aient subis le syndicat dans la clandestinité depuis dix mois.

Face à cette escalade de la répression et aux nouvelles menaces qui attendent Solidarnosc, la solidarité du mouvement ouvrier international est plus décisive que jamais.

Le comité de Solidarnosc en France a lancé un appel au soutien des syndicats et de l'opinion publique. Il faut que les centrales syndicales françaises y répondent en appelant à une mobilisation massive des travailleurs.



Wladyslaw Frasnyniuk, président de Solidarnosc à Wroclaw.

DECLARATION DU COMITE DE COORDINATION DU SYNDICAT SOLIDARNOSC EN FRANCE

En décidant de soumettre au Parlement polonais un projet d'une nouvelle loi syndicale, le Conseil militaire de salut national a entamé une étape nouvelle de la liquidation des conquêtes démocratiques de la nation polonaise.

En dépit des déclarations répétées du général Jaruzelski, en dépit des dénégations du porte-parole du gouvernement, cette décision signifie pratiquement la délégalisation du syndicat indépendant et autogéré Solidarnosc et des autres syndicats indépendants.

Les accords de Gdansk d'août 1980 vont être violés, les conventions internationales signées par la

Pologne vont être violées, la décision juridique prise par le tribunal qui a enregistré le syndicat Solidarnosc va être violée et avant tout va être violée la volonté des dix millions des travailleurs, membres de notre syndicat.

L'acceptation de ce projet de loi par le Parlement polonais signifierait une nouvelle étape de la légalisation des lois de l'état de guerre.

Le Comité de coordination du syndicat Solidarnosc en France appelle les syndicalistes français et toute l'opinion publique internationale à protester contre la délégalisation de Solidarnosc.

5 octobre 1982

GRENADINE

Maurice Bishop à l'Elysée

Ces dernières semaines, François Mitterrand s'est entretenu de la situation en Amérique centrale et dans les Caraïbes avec les représentants de plusieurs Etats de cette région. A la mi-septembre, c'est Maurice Bishop, Premier ministre de la petite île de Grenade, qu'il recevait. L'aide de la France à Grenade n'est guère élevée, même si l'on prend en compte la faible population de ce pays (100 000 habitants). Son budget n'était que de 760 000 F en 1982, et il ne devrait pas beaucoup augmenter dans les prochaines années. Cependant, Grenade devrait pouvoir bénéficier à l'avenir, aux côtés des autres petites îles des Caraïbes, d'un fonds d'aide réservé jusqu'à présent aux pays d'Afrique et à Haïti. Cela est tout de même loin de la coopération qu'un gouvernement à majorité socialiste devrait accorder à un pays où, comme on dit là-bas, « ce sont ceux qui travaillent qui tiennent les rênes ». Mais peut-être la France ne veut-elle pas donner trop d'importance à une « île révolutionnaire » qui se trouve si près de la Martinique et de la Guadeloupe ! La solidarité avec Grenade n'en est que plus importante. C'est dans cette perspective qu'à l'occasion du voyage de la délégation grenadienne, Unison Whiteman, l'un des principaux dirigeants révolutionnaires de ce pays, a été invité à participer à un meeting organisé par le Comité parisien de solidarité avec le peuple de Grenade (adresse : J.-M. Annequin, 86, avenue Pierre-Brossolette 92240 Malakoff).

TCHÉCOSLOVAQUIE Petr Uhl est toujours en prison

Petr Uhl est un militant marxiste révolutionnaire tchèque, un opposant résolu à la dictature bureaucratique depuis plus de quinze ans (1). Il fut l'un des dirigeants des étudiants communistes à l'université de Prague, puis, à l'époque du « Printemps », il fonda le Mouvement révolutionnaire des jeunes regroupant ouvriers et étudiants. Cette organisation joua un rôle d'avant-garde dans la mobilisation de 1968.

En décembre 1969, Petr Uhl et dix-huit de ses camarades sont arrêtés et accusés de « propagande antisoviétique et d'activités antisocialistes ». Ils sont condamnés pour « subversion » ; leur procès est alors appelé « procès des trotskystes »...

Petr Uhl a la peine la plus lourde : quatre ans de prison. Il est libéré en décembre 1973. Entre-temps, il avait été « adopté » comme prisonnier d'opinion par Amnesty International. Il ne peut ensuite qu'exercer des métiers subalternes.

En janvier 1977, Petr Uhl est l'un des premiers signataires de la Charte



77, manifeste du mouvement tchécoslovaque (non officiel) des droits de l'homme. Ce manifeste rappelle le devoir qu'ont les autorités étatiques et politiques de veiller à la stricte observation des droits garantis à tous les citoyens par la Constitution tchécoslovaque, par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi que des droits énoncés dans l'Acte final de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe. La Charte connaît rapidement une large audience. Aussi la répression s'abat-elle sur ses responsables.

En avril 1978 est créé un Comité de défense des personnes injustement persécutées (VONS). Petr Uhl, l'un de ses dirigeants les plus actifs, et neuf autres membres du VONS sont arrêtés en mai 1979 et jugés en octobre de la même année. La bureaucratie les accuse de « subversion à grande échelle en collusion avec des puissances étrangères ». Cinq des accusés sont condamnés à des peines allant jusqu'à cinq ans d'emprisonnement. Le procès est scandaleux, truqué. Petr Uhl a de nouveau la peine la plus longue : cinq ans en seconde section de rééducation, c'est-à-dire dans des conditions de détention particulièrement dures à la forteresse de Mirov.

Devant cet arbitraire le plus total, Amnesty International a protesté à de multiples reprises et demande aux autorités que Petr Uhl et ses camarades soient rejugés ou libérés. De plus, l'organisation humanitaire, en 1981, le considère comme l'un des quinze prisonniers symboliques de l'emprisonnement politique dans le monde.

Récemment, cinq militants du VONS et animateurs du journal *Vokno* (Starek, Hybek, Jirous, Fric, Chnapko) ont été informés qu'ils allaient repasser en jugement d'appel. Ils risquent de lourdes peines. Leur cas a fait l'objet de démarches et manifestations le jeudi 23 septembre dans de nombreux pays européens. Les initiatives de ce genre doivent être multipliées. Les autorités tchécoslovaques doivent savoir que les victimes de leur arbitraire ne sont pas seules !

● Pour écrire et demander la libération de Petr Uhl et de ses camarades :

Jan Nemec, Minister of Justice of the CSR, Vyschradska 16, Praha 2. Nove Mesto, Tchécoslovaquie. Ambassade de Tchécoslovaquie, 15, av. Charles-Flocquet, 75007, Paris.

(1) Petr Uhl est l'auteur du livre « Le socialisme emprisonné » paru aux Editions Stock-La Brèche (1981).

INPRECOR

Dossier Amérique latine

Inprecor n° 134 publie un dossier de plus de vingt pages consacré à un bilan des dictatures du cône sud.

- **Argentine** : Après la guerre des Malouines Interview des mères de la place de mai.
- **Bolivie** : Où en est le régime deux ans après le coup d'Etat de juillet 1980.
- **Uruguay** : La réorganisation du mouvement populaire.
- En annexe à ce dossier, *Inprecor* publie une interview d'un dirigeant de la section mexicaine de la IV^e Internationale qui tire les leçons de la dernière campagne électorale.

NUMERO 134 du 11 octobre 1982 - 32 PF - 70 FB - 4FB

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

BOLIVIE DOSSIER AMERIQUE LATINE

URUGUAY La crise des dictatures du cône sud

ARGENTINE

LIBAN Les vrais terroristes gouvernement à Tel Aviv et Washington

MEXIQUE Interview d'un dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs

IL Y A 15 ANS « CHE » GUEVARA TOMBAIT AU COMBAT

LE 8 octobre 1967, encerclé par l'armée bolivienne dans une gorge proche du Rio Grande, Ernesto « Che » Guevara livrait à trente-neuf ans son dernier combat à la tête d'un groupe réduit de guérilleros épuisés. Blessé, fait prisonnier, il était transporté à Higuera, village misérable et somnolent proche du lieu de l'affrontement. Il y était assassiné le lendemain sur ordre de Barrientos, le chef de la junte militaire alors au pouvoir à La Paz, et de son adjoint, le général Ovando Candia.

Point final prématuré, mais « naturel et probable », comme il l'avait lui-même pensé, d'une vie fulgurante et exemplaire. D'une vie que depuis lors, dans leurs dérisoires tentatives de récupération, beaucoup ont voulu réduire à ses apparences mythiques et romanesques.

Point final amer et absurde cependant, s'agissant d'un révolutionnaire que Sartre, fasciné, n'avait pas hésité à définir comme « le plus complet de son époque ».

Ernesto Guevara, le combattant exigeant et sévère pour lui-même, l'intellectuel rigoureux, forçait le respect : y compris de bien de ses ennemis les plus irréductibles. Il savait allier avec un bonheur peu commun sensibilité et intrinsèque, modestie et autorité — celle que confère l'intelligence et le courage. Sa pensée ouverte et nuancée — parce que nourrie de convictions inflexibles — était celle d'un matérialiste minutieux capable de souffle prophétique. D'un marxiste orthodoxe radicalement antidogmatique.

Aujourd'hui, quinze ans après, que retenir plus particulièrement de celui qui, pour les masses cubaines, reste le « Che » : le plus familier et le plus respecté des dirigeants de la révolution, le plus populaire aussi parmi les nouvelles générations... Quels aspects évoquer de cette personnalité hors du commun à l'expérience si variée ?

« Un nouveau front »

Le jeune médecin, fils d'une famille de la petite bourgeoisie provinciale argentine, qui fuit la démagogie médiocre du péronisme, parcourt campagnes et villes d'Amérique latine et y découvre la misère et l'oppression ?

Le témoin engagé et révolté de l'invasion du Guatemala par des mercenaires à la solde de la CIA (1954) et de la chute sans gloire du gouvernement réformiste de Jacobo Arbenz ?

Le combattant de la Sierra Maestra, théoricien et praticien de la guerre de guérilla aux côtés de Fidel Castro ?

Le chef militaire, organisateur de victoires décisives sur les armées du dictateur Batista et qui, le premier, entrera dans La Havane libérée ?

L'auteur des *Notes pour l'étude de l'idéologie de la révolution cubaine* lorsque, dès 1960, il saisissait pleinement la signification historico-sociale du triomphe castriste en soulignant que Cuba redécouvrirait « par ses propres méthodes les voies indiquées par Marx » ?

L'économiste, responsable de la Banque centrale puis du ministère de l'Industrie, qui n'hésita pas, à partir des problèmes immédiats de Cuba, à engager publiquement un débat fondamental sur les problèmes de la transition au socialisme ?

L'internationaliste, dénonciateur implacable de l'exploitation impérialiste et porte-parole émouvant des « damnés de la terre » à toutes les grandes tribunes mondiales, de Montevideo à Prague, de New York à Alger ?

L'homme d'Etat optimiste qui citait José Martí : « C'est l'heure des brasiers et il ne faut voir que la lumière » ? L'homme d'Etat angoissé

devant une époque qu'il qualifiait de « moment illogique de l'humanité » ? Ou l'homme d'Etat qui emprunte un peu de l'humour de Cervantès pour ironiser sur son déchirement lorsqu'il quitte son ministère de La Havane afin de rejoindre le maquis bolivien et d'accomplir la tâche qu'il jugeait essentielle : ouvrir un « nouveau front » pour contribuer à « briser l'isolement de la révolution cubaine » et aider les Vietnamiens alors « tragiquement seuls sous les bombes yankees » ?

Révolution socialiste ou caricature de révolution

« L'héritage du Che, homme d'action, homme de pensée, a une valeur universelle », soulignait Fidel Castro dans un discours à la mémoire de son compagnon d'armes. Cet « héritage », pour l'essentiel, est enraciné dans l'expérience et l'apport historique de la révolution cubaine. Dans le processus qui, de la lutte contre la tyrannie de Batista et la domination impérialiste, a conduit au surgissement du premier Etat ouvrier d'Amérique. Dans les problèmes qu'a dû affronter cet Etat, dès sa création.

Ernesto « Che » Guevara en a tiré une compréhension lucide, dépouillée de toute illusion, de la nature et du rôle des bourgeoisies latino-américaines ; de leurs liens économiques, politiques, idéologiques et militaires étroits avec l'impérialisme américain. Bourgeoisies qui craignent davantage une révolution populaire que l'oppression despotique des monopoles étrangers qui colonisent l'économie. Bourgeoisies donc qui « n'hésitent pas et n'hésiteront pas à s'allier avec l'impérialisme pour lutter contre le peuple et barrer la route à la révolution ». Bourgeoisies qui ne peuvent être que fondamentalement conservatrices parce que arrivées avec retard sur la scène de l'histoire, à l'époque de la décadence impérialiste.

« Les forces populaires et révolutionnaires n'ont aucun intérêt à collaborer avec cette classe timorée et traître », conclut-il, s'opposant ainsi, et radicalement, à la collaboration prônée par les partis communistes « officiels ».

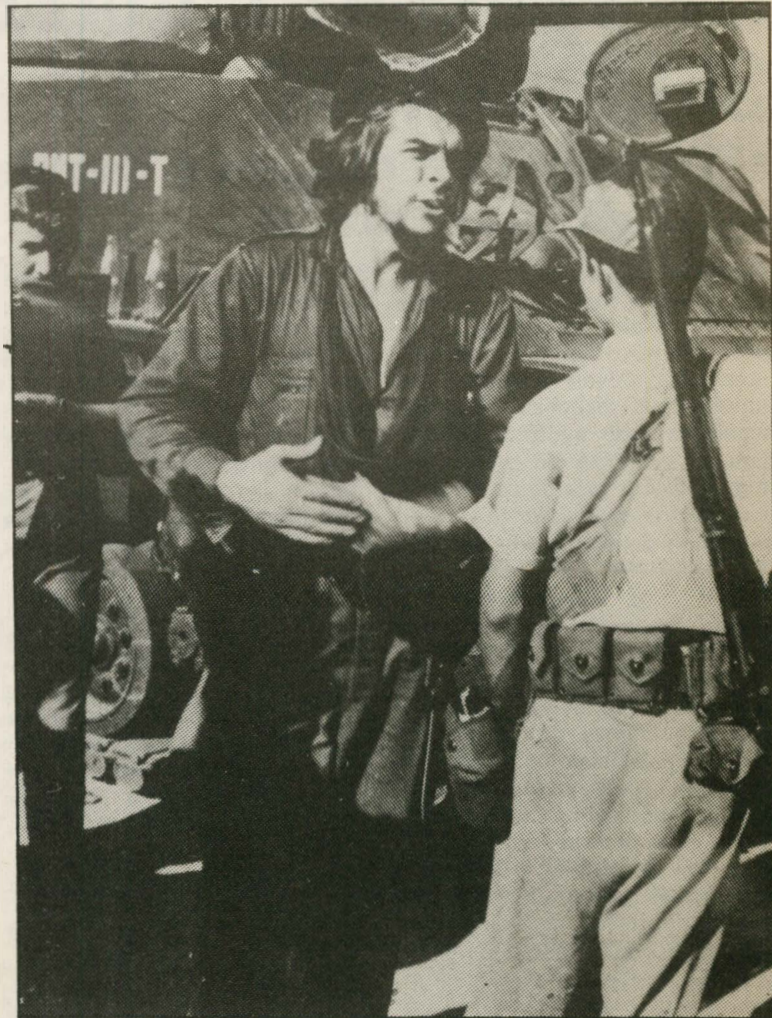
Dépourvues de tout caractère révolutionnaire, ces bourgeoisies sont « incapables d'un nouveau 1789 ». Seule une révolution socialiste, fondée sur l'alliance ouvrière paysanne, peut désormais accomplir les tâches démocratiques de la révolution latino-américaine — réforme agraire, libération nationale, lutte contre le sous-développement. Ce qu'il synthétise avec force dans son dernier texte politique, envoyé depuis le maquis bolivien : « Ou révolution socialiste, ou caricature de révolution. »

Et parce que cette révolution doit être socialiste, ajoute cet homme d'action, l'armée, qui « depuis toujours est le garant ultime et décisif du régime capitaliste », doit être « disloquée », « anéantie », « détruite moralement ». C'est une « condition indispensable ». De là, la « nécessité » pour les révolutionnaires de mener la lutte armée.

La force du message de Che Guevara, c'est qu'il n'est en rien une affirmation dogmatique mais au contraire le produit de constatations objectives qui se sont imposées au cours même de son combat.

Le socialisme et l'homme

Cela est tout aussi vrai lorsqu'il évoque la finalité, selon lui, de toute révolution socialiste : la « naissance d'un homme nouveau ». Ses nombreux discours et écrits à ce propos n'ont aucune tonalité « utopique » car ils renvoient à des préoccupations immédiates et concrètes, aux tâches du moment pour les révolutionnaires cubains : rendre possible l'« auto-éducation des masses », bannir « toutes les méthodes écono-



miques de construction du socialisme qui empruntent à la société ancienne ». Conditions pour lui essentielles à une véritable transformation des rapports sociaux, des hommes, de leur conscience, de leurs valeurs et de leurs mœurs.

Cet humanisme révolutionnaire imprègne toute la réflexion et l'action de Guevara. Son internationalisme, par exemple, qui fut sa vie : il est « une nécessité pratique et réelle de la lutte révolutionnaire contre l'ennemi impérialiste commun », disait-il. Mais il ajoutait, s'adressant aux Jeunesse communistes : « L'internationalisme est aussi de sentir sur sa joue le coup donné à n'importe quel homme, c'est considérer toujours les grands problèmes de l'humanité comme des problèmes personnels. »

On comprend pourquoi ce lutteur implacable et volontaire ne sut

jamais être cynique. Pourquoi, également, son socialisme et son internationalisme étaient indissociables. Pourquoi enfin, dans l'un de ses derniers discours publics, à Alger en 1965, il lançait un appel solennel et pathétique aux pays dits « socialistes » pour qu'ils cessent d'établir leur commerce avec les pays sous-développés sur la base de rapports d'échange inégal instaurés par la loi de la valeur, concluant ainsi : « Le socialisme ne peut exister s'il n'opère dans les consciences une transformation qui provoque une nouvelle attitude fraternelle, aussi bien au plan individuel dans la société qui construit ou a construit le socialisme qu'au plan mondial vis-à-vis de tous les peuples qui souffrent de l'oppression impérialiste. »

Pouvait-il mieux synthétiser le contenu et le sens de son combat ?
J.-P. Beauvais



Che Guevara en Bolivie en 1967

Fidel Castro, l'échec bolivien et les partis communistes

LA mort de Guevara fut aussi l'échec du projet de développement d'un important foyer de guérilla à base rurale dans ce pays. Rapidement allait s'ouvrir un intense débat parmi les révolutionnaires d'Amérique latine sur la validité d'une telle orientation stratégique. Le Che avait, de toute façon, largement surestimé le niveau de conscience des masses paysannes de Bolivie ; donc, les possibilités d'élargissement rapide du noyau initial de combattants formé, pour une large part, de cadres venus de l'étranger. Des pages entières de son *Journal* en portent témoignage.

Il n'ignorait évidemment pas les traditions d'organisation et de combat révolutionnaire du mouvement ouvrier et en particulier du prolétariat minier bolivien. Pourtant, la combinaison nécessaire entre les mobilisations de celui-ci et l'activité de la guérilla apparaît alors comme une préoccupation secondaire. Il n'est question que de « liaisons » dont la responsabilité incombe initialement au Parti communiste bolivien (PCB). « Liaisons » que la direction stalinienne sabote ouvertement, contribuant ainsi, et pour une grande part, à l'isolement des guérilleros et au dénouement final. La trahison n'a d'ailleurs pas pris que cette forme...

Fidel Castro, dans l'introduction qu'il a écrite en mai 1968 pour les publications en diverses langues du *Journal de Bolivie*, — chronique

quotidienne de la guérilla écrite par Guevara jusqu'à la veille de sa mort — accuse sans ménagements la direction du PCB et son secrétaire général, Mario Monje : « Des « chefs communistes » de ce genre sont restés en deçà du niveau internationaliste des tribus aborigènes vaincues, à l'époque de la conquête, par les colonisateurs européens », écrit-il.

Puis, il élargit la critique : « ... Il est aussi possible que [les impérialistes] aient intérêt à ce que l'on ne connaisse jamais les pseudo-révolutionnaires, les opportunistes et charlatans en tout genre qui se considèrent comme marxistes, communistes ou se parent, en paroles, d'autres titres et qui n'ont pas hésité à dire du Che qu'il s'était trompé, à le traiter d'aventurier — ou, pour les moins agressifs, d'idéaliste — dont la mort serait le chant du cygne de la lutte armée révolutionnaire en Amérique latine (...) Combien de ces misérables ont dû se réjouir de la mort du Che, sans même rougir à la pensée que leurs positions, leurs raisonnements rejoignent totalement ceux des oligarques les plus réactionnaires et de l'impérialisme. »

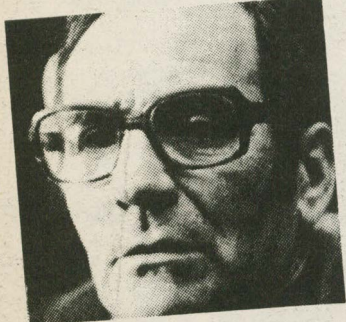
« C'est ainsi qu'ils se justifient ou qu'ils justifient les dirigeants traîtres qui, à un moment donné, n'ont pas hésité à jouer à la lutte

armée, alors que leur intention réelle, comme on a pu s'en rendre compte plus tard, était de détruire les groupes guérilleros, de freiner l'action révolutionnaire et d'imposer leurs honteuses et ridicules conciliations politiques, parce qu'ils étaient absolument incapables d'avoir une autre ligne ; c'est ainsi qu'ils justifient ceux qui ne veulent pas se battre et ne se battent jamais pour le peuple et pour sa libération, ceux qui ont caricaturé les idées révolutionnaires en en faisant un opium dogmatique, qui n'a pour les masses ni contenu ni message, ceux qui ont transformé les organisations de lutte du peuple en instruments de conciliation avec les exploiters de l'intérieur et de l'extérieur, en instruments de défense de politiques qui n'ont rien à voir avec les intérêts réels des peuples exploités de ce continent (...) »

Ce texte est une bonne illustration de ce qu'était alors la position de la direction cubaine face aux partis communistes pro-soviétiques d'Amérique latine et à leur stratégie. Il reste aujourd'hui, à La Havane, un « classique » des programmes de formation de militants et de cadres. Au même titre que de nombreux ouvrages traduits du russe qui, évidemment, expliquent le contraire ! Contradiction cubaine parmi bien d'autres...

REVOICI L'ERE DES GODILLOTS

A PRES le vote, au printemps, d'une loi qui ne fait que confirmer le démantèlement giscardien de l'ORTF, et se plie aux exigences des trusts privés de l'audiovisuel, la pseudo « nouvelle » organisation de la radio-télévision se met en place. Les travailleurs auront certes noté avec satisfaction l'entrée à la Haute Autorité de



Marcel Huart, vieux militant de la CGT... et l'un des principaux opposants à la ligne confédérale de ces dernières années. Pour le reste, la nomination des nouveaux P-DG des sociétés nationales de radio-télévision par cette Haute Autorité contredit déjà la prétendue sépara-

tion de l'audiovisuel et de l'Etat dont le gouvernement se targuait pompeusement lors de sa mise en place.

Un seul professionnel parmi les nouveaux P-DG, P. Desgraupes (maintenu à Antenne 2). Les autres sont des technocrates plus ou moins proches du PS (Michel May, nommé à TF1, ayant l'étiquette la plus claire). Tous, Desgraupes compris, appliqueront l'orientation actuelle du gouvernement, qui sous prétexte de ne pas rater l'ère des satellites, vise à une entente avec certains trusts américains pour prendre pied sur le marché mondial de l'audiovisuel. Une orientation strictement commerciale, qui nous promet de nouveaux « Bunker » (1), mais n'envisage pas une seconde de se servir des potentialités inexploitées de la radio-télévision en matière de communication et de culture. Les futures 4^e et 5^e chaîne devant concéder leurs tranches horaires à des sociétés privées, c'est la même logique, aggravée, qui leur sera appliquée.

La nomination la plus significative est celle de André Holleaux à la

tête de la 3^e chaîne. Avant de présider (de quelle façon ?) la commission de répartition des fréquences pour les radios « libres », celui-ci a été en effet directeur du Centre national du cinéma, c'est-à-dire l'interlocuteur privilégié des sociétés privées de cinéma. Tout un programme ! Ajoutez à cela l'introduction de la publicité dès 1983 sur FR3, et vous pourrez imaginer sous quels auspices la moins mauvaise chaîne, à l'heure actuelle, aborde le stade de la régionalisation.

Quant à J.-P. Berthet, journaliste de TF1, qui qualifie l'instauration de la Haute Autorité de « progrès irréversible », il lui reste ses larmes pour pleurer : l'aventure survenue à son collègue Bernard Langlois d'Antenne 2, sanctionné pour crime de lèse-Monaco, montre bien quel cas on fait en haut lieu des journalistes. Revoici l'ère des « godillots ».

Adrien Lemarcheur

(1) Feuilleton fabriqué dans les studios de la SFP par les Américains, qui a coûté plus d'un milliard de centimes au téléspectateur, et qui trimballe une idéologie plus que douteuse.

LES PDG



En haut : Marcel Huart En bas de gauche à droite

TF1 : Michel May A2 : Pierre Desgraupes FR3 : André Holleaux
SNP : Bertrand Labrosse Radio France : Jean-Noël Jeannenay

WILFREDO LAM

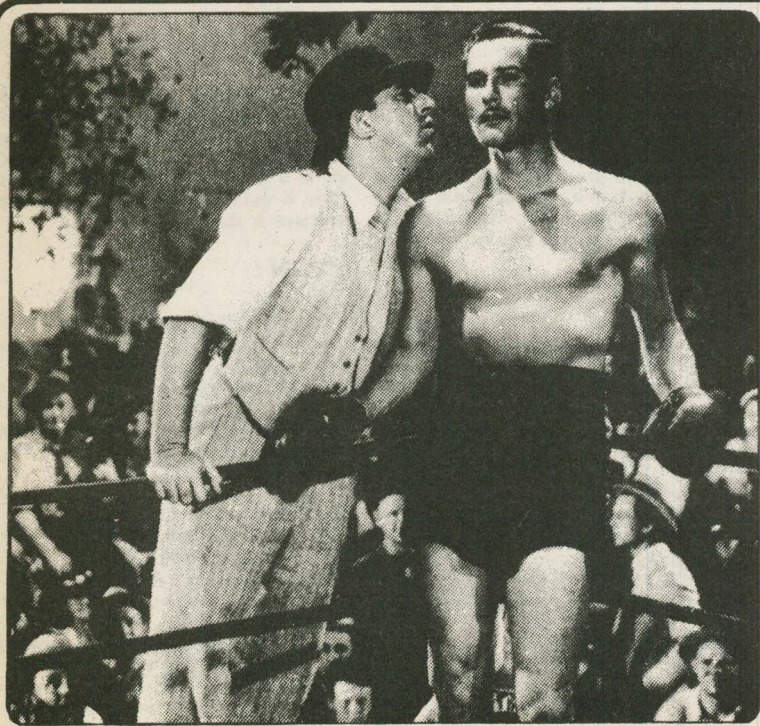
Avec Wilfredo Lam, mort à Paris le 11 septembre, c'est un des plus grands peintres de notre époque qui disparaît. Ce Cubain, né d'un père chinois et d'une mère afro-cubaine, formé définitivement comme peintre à Madrid (d'où le chassera la guerre civile) dans la fascination de Bosch, de Bruegel et de Goya, puis enfant chéri de Picasso, Lam portait en lui tout ce qui donne à la peinture du siècle son caractère propre et sa richesse : une fusion des apports des civilisa-

tions bigarrées du monde entier qu'il exprimait dans une vision personnelle au point de rencontre d'un choix culturel et d'un tempérament. Ses racines africaines lointaines s'imposaient à Lam et venaient au premier plan de ses œuvres, mais ses formes restaient en un équilibre entre dieux-idoles-pulsions, humains traités en lignes brisées, à la façon des peintres rupestres de la préhistoire, structures végétales anthropomorphes. Grotesques et menaçantes, ses figures, plus que toute autre, vous

mettent face à l'inconscient : peurs d'enfance et culpabilité nocturne. Cela dans des couleurs de forêts épaisses ou de fonds marins, lieux de genèse de la vie et de ses monstres.

Sous-estimé avant sa mort (quand cessera-t-on de croire que le surréalisme, c'est le pitre Dali !), l'attention va-t-elle se porter davantage vers son œuvre maintenant ? Espérons lui cette trop tardive justice.

Michel Lequenne



● **Vendredi 23 h 05 (A2), Gentleman Jim** de Raoul Walsh, avec E. Flynn, d'après la vie du célèbre boxeur « Jim » Corbett, adaptée au cinéma par Horace MacCoy. Comme dans les grands films de J. Ford, le talent se retrouve ici à l'état brut : limpidité, fluidité, perfection de la mise en scène...

● **Samedi 20 h 35 (FR3), Un conseil de classe très ordinaire**, pièce du théâtre de l'Aquarium. L'une des grandes créations de ces dernières années ; après la *Jeune Lune*... et la *Sœur de Shakespeare*, la troupe de l'Aquarium s'est attaquée avec virulence, acidité et talent au langage stéréotypé du corps enseignant, ici coincé dans

A propos de «L'Honneur d'un capitaine»

de Pierre Schoendorffer

PIERRE SCHOENDORFFER est de droite, malgré ses déclarations brumeuses... une étiquette revendiquée depuis les années soixante, quand il venait dédicacer son livre, *la 317^e Section*, à la « Librairie de l'amitié », siège parisien d'Europe-Action et de la Fédération des étudiants nationalistes de J.-M. Benoît, où s'activait alors la fine fleur néo-nazie française.

Mais Schoendorffer est aussi cinéaste. Et avec l'aide de Raoul Coutard, l'opérateur photo de Godard, il avait réalisé l'adaptation de sa *317^e Section*, qui justement, grâce à ses accointances militaristes, sonnait terriblement juste, et pouvait même évoquer le style des films de guerre d'un Samuel Fuller... Mais la ressemblance quant au style ne pouvait masquer le fond ; Schoendorffer amorçait pourtant, dès cette époque, une tentative de réhabilitation absolue des soldats « perdus » des guerres coloniales françaises...

Avec *Objectif 500 millions*, l'officier « perdu » se retrouvait truand, mais la tentative de justification restait aussi perceptible.

Avec *la Section Anderson* tournée pour la télévision, Schoendorffer allait encore plus loin... Cette unité de GI commandée par un Noir, qui faisait « son boulot » dans les rizières du Sud-Vietnam, allait offrir à la télévision américaine et à la chaîne CBS, qui le diffusèrent plusieurs fois, l'occasion de prouver qu'un Français pouvait fort bien montrer « objectivement » que les USA n'avaient envoyé leurs soldats là-bas que contraints et forcés, et que ma foi, ils s'en sortaient plutôt bien...

Après un silence de 10 ans, avec *le Crabe-tambour*, Schoendorffer brassait les réflexions métaphysiques et nostalgiques de quelques

badernes en mal (en manque ?) d'aventures guerrières. Salué de façon dithyrambique par la critique bourgeoise, ce film renouait en fait simplement avec toute une tradition (que l'on croyait bien éteinte) du film français d'exaltation militaire, du type *les Trois de Saint-Cyr*...

Or, *l'Honneur d'un capitaine* va encore plus loin, dans le manichéisme simpliste, mensonger et dangereux de cette veine. Ici, sur un scénario de ce sous-Lartéguy qu'est Jean-François Chauvel, il ne s'agit plus tant de s'apitoyer sur les soldats « perdus » parce que « trompés », que de se battre pour exiger de la République qui les a réprouvés une réhabilitation militaire, civile, morale.

Au moment où la gauche décide de réhabiliter définitivement avec hochets, pensions et breloques les tueurs de l'OAS ; à l'heure où Jouhaud, ex-n^o 2 de l'OAS, se livre devant les caméras de la télé aux mêmes diatribes de haine anti-algérienne qu'il y a 20 ans, en remerciement de cette réhabilitation des sous-Pinochet français, Schoendorffer apporte sa petite pierre à cette haute œuvre de restauration de l'unité de la nation...

D'ici qu'Hernu le recommande pour la Légion d'honneur...

Enfin, la droite respire... Schoendorffer et Chauvel viennent de lui donner son anti-Avoir 20 ans dans *les Aurès* !

Michel Laszlo

Pour ceux qui douteraient encore de la teneur du « message » délivré par Schoendorffer et Chauvel, précisons que c'est sans doute en toute innocence et sans la moindre arrière-pensée politique que les deux compères ont fait interpréter le rôle du fils du capitaine par Alain Bastien-Thiry, le fils du chef du commando OAS qui avait réalisé l'attentat du Petit-Clamart...

Journal d'un militant

Vingt ans d'histoire qui ont marqué le mouvement ouvrier français, notamment au travers des guerres d'Indochine et d'Algérie, voilà en gros la trame du passionnant livre que Maurice Lemaître vient de publier avec l'aide des « Lettres Libres » (1).

Journaliste à 17 ans, collaborateur à *l'Humanité*, aux *Lettres françaises* et à *Al Chaab*, le quotidien national algérien, il fut aussi, jusqu'en 1972, militant du PCF. A l'heure des bilans douloureux pour toute une génération qui s'était formée au contact de l'opposition aux aventures coloniales, ce *Journal d'un militant* est d'une rare

honnêteté pour ne pas être mentionnée... Après la dédicace de son livre à André Marty, Maurice Lemaître ouvre d'ailleurs son récit par quatre vers superbes de Vladimir Maïakovski :

« Un médicament fort vous est nécessaire,
Les propos secrets, rendez-les publics
Pour les maladies internes l'on se sert
D'un remède interne, l'autocritique. »

Michel Laszlo

(1) 41 bis, quai de la Loire, Paris 19^e.

J.-P. Cassel. Injustement méconnu, Deville est certainement l'un de nos meilleurs réalisateurs. Découvrez l'acidité du regard, porté sur l'ascension d'un carriériste timide, téléguidée en sous-main par un « copain » faussement désintéressé.

● **Mardi 20 h 35 (FR3), Marie-Octobre**, film de J. Duvivier avec la fine fleur des comédiens français de la fin des années cinquante. Du très bon théâtre filmé, sur des dialogues brillants d'Henri Jeanson.
Michel Laszlo

Depuis trois semaines, la télévision se paye le luxe de nous offrir, chaque samedi, 5 minutes de totale liberté, qui vous réconcilieraient à vie avec la petite lucarne...

Au début de l'émission de Michel Polac « Droit de réponse » (excellente, d'ailleurs depuis la rentrée...), trois iconoclastes de génie, Cabu, Loup et Siné, passent l'actualité de la semaine au crible d'un humour dessiné, qui trempe allégrement sa plume dans la nitroglycérine... Un régal, et c'est pas triste !

M. L.

23 OCTOBRE POUR LE REMBOURSEMENT DE L'AVORTEMENT

30 ORGANISATIONS

APPELLENT A MANIFESTER

« Nous avons trouvé le président très attentif à nos remarques, il nous a dit que le gouvernement prendra ses responsabilités. » Tel est le maigre résultat de l'entrevue entre une délégation du Planning familial et François Mitterrand.

Quand à Yvette Roudy, elle apparaît, dans « le Monde » de mardi, plus ferme mais non pas plus précise : « Le projet de remboursement sera bientôt concrétisé. »

Ses « responsabilités », le gouvernement les a prises le 8 Mars lorsqu'il a annoncé que l'engagement du remboursement serait tenu dès la rentrée. « Bientôt » ? La rentrée, c'est maintenant !

Alors, pourquoi ces manœuvres, ces reports et ces reculs continus ? Est-ce ainsi que l'on changera la situation de l'IVG en France dont tout montre qu'elle est catastrophique ? Le Planning, lors de la conférence de presse de mardi, a apporté des éléments qui, de ce point de vue, sont saisissants. Est-ce ainsi que l'on répliquera à une droite réactionnaire qui, elle, s'est précipitée dans la rue en mai dernier pour hurler son opposition au remboursement ?

L'engagement du remboursement doit être tenu. Il doit l'être tout de suite. C'est la force de l'évidence. Mais une évidence qui a besoin, tout le montre, d'être appuyée par la mobilisation unitaire de toutes celles et tous ceux qui durant des années se sont battus pour le droit à l'avortement.

L'appel des organisations qui ont tenu la conférence de presse de mardi à de grandes manifestations le 23 octobre à Paris et en province est juste. Oui, aujourd'hui, c'est dans la rue qu'il faut exiger le remboursement immédiat de l'IVG, le droit à l'avortement pour toutes les femmes. La LCR s'associe à cet appel et sera partie prenante de la mobilisation du 23 octobre.

Il y avait beaucoup de monde, tous les journaux étaient présents à la conférence de presse organisée ce mardi 5 octobre par les organisations favorables au remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale.

Rappelons ces organisations : Coordination des groupes femmes, CFDT URP, Mouvement français pour le planning familial, MLAC, AN-CIC, CNAFAL, Choisir, SMG, CRIF, CSF, CUARH, Libre Pensée, Collectif Bichat, Jeunes Femmes, MIFAS, Centre Simone-de-Beauvoir, APF syndical, Féminisme et Politique, UNEF-ID, USM, SNB (FEN), Syndicat de la magistrature, CSCV, GRIEF. Soutenues par : Lutte ouvrière, les Jeunesses communistes révolutionnaires, le PSU, les CCA, l'UTCL, Rencontres communistes et la Ligue communiste révolutionnaire.

Elles ont lancé solennellement un appel à des manifestations massives à Paris et dans les grandes villes de province le 23 octobre pour exiger que le gouvernement tienne ses engagements et pour le remboursement immédiat de l'avortement par la Sécurité sociale.

Pour l'ensemble de ces organisa-

tions, les promesses ne suffisent plus. Plusieurs interventions soulignaient que le recul du gouvernement par rapport à l'IVG, dans le contexte de crise économique, était le prélude à d'autres atteintes aux droits des femmes. Les propos de Bérégovoy ne font malheureusement que confirmer cette tendance au sein même du gouvernement.

Le MFPF rappelait les insuffisances de la loi Veil « qui contraint de nombreuses femmes à l'avortement clandestin », ainsi que la situation alarmante dans le secteur public où peu d'établissements sont équipés pour répondre aux demandes d'avortements.

Le ton et le contenu des interventions faisaient apparaître l'urgence qu'il y a à se mobiliser pour obtenir la satisfaction de cette revendication élémentaire. Le remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale, c'est « réduire les inégalités sociales, lutter contre le trafic financier, c'est la reconnaissance de l'avortement comme un acte médical comme un autre, élément essentiel de déculpabilisation pour les femmes » était-il affirmé. C'est pourquoi il est

décisif aujourd'hui que le gouvernement revienne tout de suite sur sa position.

Se revendiquant des luttes depuis 1973 pour le droit à l'avortement, une intervenante indiquait clairement la volonté des femmes de ne pas voir bradée cette revendication par un gouvernement de gauche.

Les récentes promesses, d'ailleurs très évasives, de Mitterrand et d'Y. Roudy en ce début de semaine n'ont donc pas entamé la combativité de ceux et celles qui se mobilisent pour le remboursement. Elles ne font que confirmer les craintes exprimées par G. Halimi dans *le Monde* de vendredi dernier : « Mais il n'y a pas place au cours de cette session parlementaire pour un projet ou une proposition de loi sur le remboursement. Il n'en sera question qu'en avril... après les municipales ! »

Devant tant d'incertitudes, la seule garantie c'est bien la mobilisation la plus massive. Le succès de la conférence de presse et les premières informations sur la préparation des manifestations à Paris et en province laissent présager que le 23 les femmes et les travailleurs sauront faire entendre leurs voix.

de soutien pour cette montée en vente.

GRENOBLE

Le MFPF et la Maison des femmes font circuler la pétition qui est signée massivement. Ils appellent à une réunion unitaire le 11 octobre.

BORDEAUX :

La pétition est massivement signée. Un collectif réunissant : MFPF, groupes femmes, MLF, SMG, LCR et JCR, prépare la montée à Paris pour la manifestation du 23.

PAU :

Un collectif unitaire réunit le MFPF, la FEN, la CSCV, la LCR, le PSU, les femmes du PS. Toutes ces organisations préparent une manifestation à Pau le 16 octobre.

CAEN :

Les groupes femmes, le MFPF, la

Le PCI : de bateau en galère...

« Ghislaine Toutain : "J'ai lu votre communiqué de compte rendu de notre entrevue. Il y a eu confusion. Jamais nous n'avons dit que le bureau de l'Assemblée nationale se réunissait aujourd'hui, ni qu'il pouvait décider de l'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi déposée." (Informations ouvrières n° 1074.)

Toutes les énergies étaient mobilisées en fonction de la date fatidique du 30 septembre, afin d'obtenir de la conférence des présidents de groupes parlementaires l'inscription à l'ordre du jour du projet de loi sur le remboursement. Las, le 30 septembre il n'y avait pas de conférence des présidents ! Les militants du PCI expliquaient

à qui voulait les entendre que l'appel au 23 octobre était hors de propos, puisqu'il était encore possible, en faisant pression sur le groupe parlementaire PS, de faire adopter la loi dès cette session.

Les « collectifs de femmes travailleuses constitués à l'initiative du PCI » ne se seraient-ils pas fait mener en bateau ?

Mais le PCI, à présent, regarde la réalité en face : « Il y a incontestablement recul sur les engagements pris. » Et du coup appelle à manifester... le 8 octobre à l'appel du seul PCI, pour « le respect de la parole donnée ». Non seulement concernant l'IVG, mais aussi tout le reste : la Sécurité sociale, le blocage des salaires, le service à six mois, etc., etc.

Il faudra ramer très fort ! Mais, pour éviter que le remboursement ne se noie, peut-être faudrait-il que le PCI appelle à la manifestation unitaire du 23 octobre ?

ECHOS DES MOBILISATIONS

MAYENNE :

La pétition unitaire a d'ores et déjà été signée par 250 personnes. Une réunion publique est organisée par le Planning familial et le groupe de militants qui a porté la pétition, le 21 octobre à 20 h 30 salle Verdun, avec la projection du film « C'est mieux de choisir ».

AGEN :

Un collectif unitaire réunit le Planning familial, la fédération du Lot-et-Garonne du Parti socialiste, la LCR, l'UD CFDT, la CGT et la CFDT santé, la CGT éducateurs spécialisés, le S2 du SNES. La pétition sur le remboursement de l'IVG circule. Le 23, le collectif a prévu de tenir une table de presse à Agen. Plusieurs organisations membres du collectif préparent une montée sur Paris le 23.

En même temps, le collectif prépare « 6 heures pour la liberté de l'avorte-

ment et de la contraception » pour début novembre.

MARSEILLE :

Une manifestation est appelée pour le 21 octobre par le Planning familial, le CODIF, SOS Femmes battues, le Mouvement Jeunes Femmes, l'UD CFDT, la Libre Pensée et la LCR.

ROUEN :

Plusieurs réunions unitaires ont déjà eu lieu, réunissant le Planning familial, les groupes femmes, l'UL CFDT, l'UR SGEN, l'UNEF-ID, l'EE 76, la MNEF, les JCR, la LCR, le PSU, ainsi que des militantes non-organisées qui témoignent du caractère réellement militant du cadre ainsi créé. 20 000 tracts vont être distribués sur les marchés et les entreprises.

Une manifestation locale est organisée le jeudi 14 octobre qui se rendra à la Sécurité sociale et auprès de Bérégovoy, député de Rouen et frère du ministre des Affaires sociales et de la Solidarité. Une montée à Paris par cars est prévue pour le 23. Des bons

LCR, le PCML, Vie nouvelle, appelle à une manifestation locale le 21 octobre et prépare une montée à Paris en autobus pour le 23. Un meeting est prévu le 9 octobre avec projection d'un film. Il existe également un collectif unitaire à Béziers.

LYON :

Se sont réunis en un collectif unitaire : l'UD CFDT, le MFPF, les groupes femmes, Choisir, le MLAC, les CCA, la LCR et les JCR. Toutes ces organisations ont décidé d'appeler à la manifestation à Paris le 23 octobre pour le remboursement immédiat de l'IVG par la Sécu.

A Lyon cette mobilisation s'inscrit dans la continuité de la lutte pour la création de véritables centres d'orthogénie et de contraception (Hôtel-Dieu et Croix-Rousse). Ainsi, après le 23 à Paris, le collectif prépare une réunion publique à Lyon, le 5 novembre : « Contre toutes les atteintes au droit à l'avortement, contre la reprise en main des centres d'orthogénie par les chefs de service réactionnaires, pour le droit à l'avortement, à la contraception, à la sexualité. »

